

Une «évidence» pour le peuple algérien, affirme Gaïd Salah

Tamanrasset

Une cache d'armes découverte par l'Armée

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Menace par des P/APC de «bloquer» le processus électoral

L'Autorité indépendante des élections va saisir la justice

Devant la menace de boycott de l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, proférée publiquement par certains présidents d'APC, l'Autorité nationale indépendante pour les élections, a réagi hier, promettant de s'en remettre à la justice.

Page 3



Agriculture

L'arganier : L'arbre mythique et légendaire aux vertus spectaculaires



Par Mohamed Khiati

L'arganier, l'arbre mythique et légendaire, de son nom scientifique *argania spinosa* (L.) Skeels, appartient à la famille des sapotacées. Il était appelé, autrefois *sideroxyylon spinosum*, puis *argania sideroxyylon*. Appelé communément arganier ou argane, cette appellation désigne, soit l'espèce, soit l'huile tirée de son amande.

Il s'agit d'une espèce la plus originale de l'Afrique du Nord. Son intérêt biologique et écologique est lié en somme, à son adaptation parfaite à des conditions climatiques rudes et très difficiles, c'est ce qui lui confère une place prépondérante dans les essences forestières sahariennes pour la conservation des sols et la lutte contre la désertification.

L'arganier qui porte aujourd'hui le nom de *argania spinosa* est la seule espèce du genre *argania*. Il appartient à la famille des sapotacées, apparue il y a 250 millions d'années et qui regroupe environ 800 espèces d'arbres et arbustes tropicaux.

L'arganier semble être une espèce-relique. Il se serait répandu au Maroc et à l'ouest de l'Algérie, durant l'ère tertiaire, caractérisée alors par un climat chaud et tempéré, s'étalant sur de vastes étendues ou existaient des forêts denses, mais qui, au fil du temps, ont été dégradées par l'homme et ses élevages.

Cet arbre mythique fut décrit par de nombreux auteurs musulmans ayant voyagé en Afrique du Nord au temps de l'Andalousie tels que El Bakri (1014-1094) et Al Idrissi (1165-1175) ainsi que l'agronome phytotechnicien et botaniste Ibn Al-Baitar (1190-1248) l'ayant mentionné dans son *Traité des simples*, ainsi que de nombreux autres auteurs comme Léon l'Africain (1486-1535) dans son œuvre *Description de l'Afrique*.

L'histoire retiendra, par ailleurs, que les Phéniciens faisaient le commerce de son huile dans les comptoirs établis le long de l'océan Atlantique. Ce qui suscita la curiosité plus tard, des Occidentaux comme le botaniste danois Schousboe (1766-1832) qui s'y intéressa. L'arganier, par ses vertus multiples revêt aujourd'hui de nombreux usages tant forestier que fourrager ou fruitier.

Pages 4 et 5

Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme La rage tue encore en Algérie

Page 2



Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme

La rage tue encore en Algérie

La rage fait encore des victimes en Algérie. Cette pathologie d'origine virale tue entre 15 à 20 personnes chaque année.



Par Karima Nacer

Malgré toutes les mesures prises pour éliminer le risque, cette infection mortelle fait annuellement des victimes. Cette situation épidémiologique a été présentée, hier, par le directeur général de la prévention au ministère de la Santé, le Dr Fourar Djamel, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la rage. Selon le Dr Fourar Djamel, «la situation est grave».

Il a souligné, en marge des travaux d'une journée d'étude sur cette maladie infectieuse, que «nous enregistrons quelque 90 cas de rage par an» parmi lesquels il est déploré 15 à 20 décès «ce qui est grave», a-t-il déclaré, faisant remarquer que «peu de gens vaccinent leurs chiens fai-

sant fi des textes en vigueur».

Le DG de la prévention au ministère de la Santé a insisté, dans ce contexte, sur la coordination entre différents secteurs en matière de lutte contre la rage «pour atteindre zéro cas de rage à l'horizon 2030», ainsi que sur la sensibilisation, notamment en milieu scolaire, signalant que «40% des décès sont dus à des morsures dont sont victimes des enfants de moins de 15 ans».

Les épidémiologistes et autres experts ont insisté, dans leurs interventions, sur la prévention comme unique et meilleur traitement de cette pathologie. Ils ont expliqué que la rage est une maladie infectieuse d'origine virale qui est toujours mortelle une fois que les symptômes cliniques apparaissent, précisant que dans la plupart des cas, le virus de la

rage est transmis à l'homme par la salive d'un animal infecté, domestique ou sauvage, notamment le chien.

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la rage canine, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a lancé une campagne de vaccination des chiens, à titre gracieux, à travers les wilayas du pays, a annoncé l'inspectrice vétérinaire au ministère, le Dr Karima Ouali, tout en affirmant que la vaccination est obligatoire pour lutter contre cette épizootie et que le ministère dispose d'un programme de lutte contre la rage en collaboration avec les secteurs de la santé et des collectivités locales pour atteindre zéro cas de décès par la rage d'ici à 2030.

Les travaux de la journée

d'étude, organisée par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière à l'Ecole supérieure de formation paramédicale d'Oran, ont été marqués par des communications abordant, entre autres, «La situation épidémiologique humaine dans le monde et en Algérie» et «La lutte contre la rage et intersectorialité». Il a été question également de la programmation d'un colloque régional pour former les formateurs sur la prise en charge des personnes exposées au risque rabique. Quand l'Algérie sera-t-elle en mesure de protéger le citoyen contre ces bêtes mortelles ? Quand est-ce que la lutte contre les chiens et chats errants soit une priorité pour les pouvoirs publics pour éradiquer cette maladie ?

K.N.

Pour éviter le déplacement des retraités et des personnes malades

Le ministère du Travail va introduire la reconnaissance faciale

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tidjani Hassan Haddam, a indiqué, à Alger, que son département était en passe de développer des programmes pour faciliter les procédures administratives et assurer un service public de qualité.

Présidant une rencontre sur «Les TIC au service des citoyens», le ministre a précisé que son département «compte développer, dans les mois à venir, des projets en matière d'intelligence artificielle, notamment le programme de reconnaissance faciale via smartphone, ce qui évitera aux retraités de se déplacer aux agences de la Caisse nationale des retraites

(CNR) pour présenter le certificat de vie».

Le secteur veille, entre autres, à élaborer un programme spécial pour le contrôle médical qui permet, avec l'aide du médecin, de décider en l'absence du concerné, évitant à ce dernier le déplacement notamment pour les habitants des régions du Sud et des régions éloignées, a ajouté M. Haddam.

Ces programmes consistent à «consacrer des espaces électroniques aux assurés sociaux, à l'instar du portail El Hanna qui leur permet de s'enquérir des services qui leur sont accordés et à programmer un système qui traduit simultanément le langage des signes en texte et vice versa au profit des

sourds-muets et ce, dans le cadre de l'intérêt qu'accorde le secteur aux personnes aux besoins spécifiques».

Par ailleurs, M. Haddam a cité les projets lancés par son département, notamment «la création de centres de données, le raccordement des réseaux et le développement des systèmes conformes aux normes internationales pour sécuriser les informations et assurer continuellement des prestations à distance à travers l'utilisation des techniques modernes, ajoutant que plusieurs applications ont été développées, dont la télé-déclaration, le télépaiement, le suivi du dossier en ligne, les télédemandes et le call center.

M. Haddam a ajouté que ces applications sont en cours de mise en oeuvre à travers toutes les instances du secteur, notamment dans le domaine de l'emploi et de la sécurité sociale, «dans le cadre d'une stratégie coordonnée et intégrée incluant d'autres secteurs au titre de la mutualisation de l'entraide administrative».

Dans ce contexte, le ministre a fait savoir que les bases de données de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) et de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos) avaient été reliées à la base de données du Centre national du registre de commerce (Cnrc) afin

de permettre aux citoyens titulaires d'un registre de commerce d'être affiliés automatiquement aux deux caisses.

Le secteur est engagé dans «une démarche d'adaptation aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et d'intégration de la culture numérique pour prendre en charge les préoccupations des citoyens plus rapidement et plus efficacement et leur offrir des prestations de qualité», a affirmé M. Haddam, estimant que l'optimisation de l'usage de ces technologies nécessitait «l'intensification de la formation continue des ressources humaines et l'investissement dans des équipements adéquats».

Reda A.

Rentrée professionnelle
Dada Moussa donne le coup d'envoi de la session septembre 2019

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Dada Moussa Belkhir a donné, hier à Blida, le coup d'envoi de la rentrée professionnelle, session septembre.

Le ministre, qui a donné le coup d'envoi de cette session à l'Institut national spécialisé dans la formation en industrie agroalimentaire (Insfp) de Sidi Abdelkader, a fait savoir que plus de 382 000 nouveaux postes ont été ouverts cette rentrée portant à 700 000 le nombre des stagiaires, professionnels et élèves inscrits dans les différents établissements de formation répartis à travers le pays.

Accompagné des ministres de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, du Tourisme, de l'Agriculture et de la Pêche, le ministre a indiqué que les offres de formation qu'assure le secteur aux jeunes désirant intégrer le monde du travail ou créer une activité comprennent 23 filières professionnelles.

Ces offres couvrent plus de 68% des offres globales dans les spécialités prioritaires, à l'instar des filières de l'industrie, de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du bâtiment, des travaux publics, de l'hôtellerie et du tourisme.

Le ministre se rendra à l'Institut de l'enseignement professionnel de Beni Mered, inspectera les différents chantiers de l'enseignement professionnel et visitera l'usine de montage des camions Volvo Renault à Meftah.

Plus de 200 000 nouveaux stagiaires ont rejoint, hier, les établissements de formation au niveau national, a-t-on appris auprès du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

K. L.

ÉVÈNEMENT ▶▶

Menace par des P/APC de «bloquer» le processus électoral

L'Autorité indépendante des élections va saisir la justice

Devant la menace de boycott de l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, proférée publiquement par certains présidents d'APC, l'Autorité nationale indépendante pour les élections, a réagi hier, promettant de s'en remettre à la justice.



Par S. A. Mohamed

L'instance que préside Mohamed Charfi, ancien ministre de la Justice, et par la voix de l'un de ses membres, Smaïl Boukara, a menacé de saisir le Parquet en cas de blocage par les maires du processus électoral, déjà enclenché par la révision des listes électorales et la légalisation des signatures pour les candidats ainsi que le retrait des formulaires qui se poursuit toujours. Lors de son passage, hier, sur les ondes de la Radio nationale, dans l'émission L'invité du matin, Smaïl Boukara a, en effet, déploré les déclarations de certains élus locaux, estimant qu'elles participaient de velléités pour entraver les

élections, tout en rappelant que la loi portant régime électoral a disqualifié, de facto, l'ensemble des corps des collectivités locales et de ce fait, son article 50 stipulant des mesures pénales, pouvait être activé. Pointant le refus de certains maires de légaliser les signatures de soutien aux candidats, le membre de l'Instance a exhorté les édiles à plus s'occuper du développement de leurs communes et la prise en charge de leurs administrés, rappelant que l'action du mouvement populaire et sa colère contre la gouvernance de l'ancien régime, «cible d'abord l'APC, avant la présidence» a-t-il notamment asséné. Il explique que la loi régissant l'instance a prévu des sanctions, notamment dans son article 50, expliquant que les

déclarations de certains P/APC, «pourtant non concernés par l'organisation du scrutin» a-t-il dit, «sont inacceptables et ne sont pas innocentes». Pour ce membre l'Autorité va lutter contre ceux qui entendent nuire à la transparence et à la crédibilité des élections et appellera, dans la foulée, les citoyens à dénoncer ce genre de pratiques. Lors d'un de ses récents discours pour rappel, le chef d'état-major de l'ANP, Gaïd Salah, a mis en garde, jeudi, tous ceux qui entraveront le processus électoral pour la tenue de l'élection présidentielle prévue le 12 décembre 2019. «Tous ceux qui se mettront en travers de cette solution constitutionnelle et de la revendication populaire, ou qui œuvrent à faire obstacle à ce processus

national vital, sous quelque forme que ce soit, trouveront une sanction juste et rigoureuse, voire dissuasive, conformément à la loi, car il n'y a pas de place pour les manigances quand il s'agit de l'intérêt suprême du pays», avait-il mis en garde depuis Béchar, estimant que «cette voie nationaliste qui ne convient pas à la horde qui tente par tous les moyens d'entraver ce processus électoral, demeure la clef de voûte pour résoudre la crise que traverse notre pays». Notons enfin que l'engouement pour le rendez-vous vous crucial du 12 décembre se poursuit. Pas moins de 82 postulants à la candidature ont déjà retiré les formulaires et les délais sont toujours de mise.

S.A.M.

Attaché à la solution constitutionnelle

L'ANR annonce sa participation à la présidentielle

Le Secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a annoncé, samedi à Alger, la participation de sa formation politique à la prochaine élection présidentielle prévue le 12 décembre prochain.

Pour M. Sahli, la participation de l'ANR parti au prochain rendez-vous électoral s'explique par plusieurs raisons, notamment l'impératif attachement à la solution constitutionnelle et électorale étant la «seule voie à même de concrétiser la souveraineté populaire et consacrer la volonté souveraine et libre des citoyens conformément aux articles 7 et 8 de la Constitution», précise la déclaration finale de la Conférence nationale des bureaux de wilaya du parti. Il a affirmé, dans

ce cadre, que le retour au processus électoral dans les plus brefs délais et dans les meilleurs conditions est une «impérieuse nécessité pour alléger la pression sur le Mouvement populaire afin d'éviter son exploitation politique et idéologique, soulager le front sécuritaire qui subit une pression importante pour garantir l'équilibre nécessaire, outre le volet économique aux multiples complications et défis». A ce propos, l'ANR a expliqué sa participation à la prochaine présidentielle par sa satisfaction quant au nouvel arsenal juridique, notamment l'installation de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), qui est, selon M. Sahli, «un garant essentiel pour le recouvrement de la confiance des Algériens en la transparence

et la régularité du processus électoral...»

Par ailleurs, la même formation politique a indiqué que sa participation à la prochaine présidentielle émanait de sa conviction de la «difficulté et la sensibilité de cette conjoncture et ses véritables risques que le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) n'a eu de cesse d'évoquer». L'ANR, poursuit M. Sahli, participe au prochain rendez-vous électoral dans une optique politique visant à consacrer le slogan «L'Algérie de la stabilité et de la réforme», où l'Etat de droit sera consacré à travers l'équilibre, d'une part entre les droits, les libertés et l'ouverture de la société et, d'une autre part, la préservation de la sécurité et de la stabilité de l'Etat». K. M.

Gagner l'enjeu de la présidentielle

Une «évidence» pour le peuple algérien, affirme Gaïd Salah

Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a affirmé, hier à Oran, que gagner l'enjeu de la présidentielle du 12 décembre prochain est une «évidence» pour le peuple algérien «noble et fier», habitué à relever tous ses enjeux.

Au deuxième jour de sa visite à la 2^{ème} Région militaire à Oran et à la principale base maritime de Mers el Kébir, le général de corps d'Armée a souligné «l'évidence» pour «le peuple algérien, noble et fier, habitué à relever tous ses enjeux, quelles que soient leur nature et leur difficulté de gagner l'enjeu de la présidentielle du 12 décembre prochain», a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans son allocution suivie par tous les membres des Forces navales par visioconférence, le général de corps d'Armée a salué tous les citoyens, notamment les jeunes «qui sont conscients de l'enjeu de ce rendez-vous électoral et son extrême importance pour l'Algérie et son peuple».

Par ailleurs, Ahmed Gaïd Salah a relevé le niveau atteint par les Forces navales algériennes qui «maîtrisent, à l'instar des autres forces, les technologies développées» et sont devenues «un exemple à suivre en matière de travail professionnel sérieux et responsable».

Le général de corps d'Armée, a également supervisé, au deuxième jour de sa visite à la 2^{ème} Région militaire, un exercice de tir de missiles à partir de deux sous-marins contre des objectifs terrestres.

Accompagné du général-major et commandant de la 2^{ème} Région militaire, Meftah Souab et le général-major et commandant des Forces navales, Larbi Haouli, le vice-ministre de la Défense a écouté un exposé sur les phases et le déroulement de l'exercice exécuté au niveau du champ de tir des Forces navales au front de mer Ouest (Oran), pour suivre, par la suite, le déroulement de l'exercice effectué par les équipages des deux sous-marins *El Hoggar* et *El Ouancharis* relevant des Forces navales.

L'exercice est une occasion pour «s'assurer de l'efficacité opérationnelle des deux sous-marins», ajoute le communiqué, précisant que le tir avec missiles avait été exécuté avec succès et que la destruction des objectifs terrestres avait été menée avec une haute précision, ce qui constitue «un autre succès et un fruit de la bonne maîtrise par les équipages de différentes armes et équipements, et souligne, ainsi, le progrès et la disponibilité opérationnelle des unités des Forces navales algériennes durant les dernières années», a conclu la source.

R. N.

Agriculture

L'ARGANIER : L'arbre mythique et légendaire aux vertus spectaculaires

L'arganier, l'arbre mythique et légendaire, de son nom scientifique *argania spinosa* (L.) Skeels, appartient à la famille des sapotacées. Il était appelé, autrefois *sideroxylon spinosum*, puis *argania sideroxylon*. Appelé communément arganier ou argane, cette appellation désigne, soit l'espèce, soit l'huile tirée de son amande.



Par Mohamed Khiati

Il s'agit d'une espèce la plus originale de l'Afrique du Nord. Son intérêt biologique et écologique est lié en somme, à son adaptation parfaite à des conditions climatiques rudes et très difficiles, c'est ce qui lui confère une place prépondérante dans les essences forestières sahariennes pour la conservation des sols et la lutte contre la désertification.

L'arganier qui porte aujourd'hui le nom de *argania spinosa* est la seule espèce du genre *argania*. Il appartient à la famille des sapotacées, apparue il y a 250 millions d'années et qui regroupe environ 800 espèces d'arbres et arbustes tropicaux.

De l'histoire de l'arganier

L'arganier semble être une espèce-reliquie. Il se serait répandu au Maroc et à l'ouest de l'Algérie, durant l'ère tertiaire, caractérisée alors par un climat chaud et tempéré, s'étalant sur de vastes étendues ou existaient des forêts denses, mais qui, au fil du temps, ont été dégradées par l'homme et ses élevages.

Cet arbre mythique fut décrit par de nombreux auteurs musulmans ayant voyagé en Afrique du Nord au temps de l'Andalousie tels que El Bakri (1014-1094) et Al Idrissi (1165-1175) ainsi que l'agronome phytotechnicien et botaniste Ibn Al-Baitar (1190-1248) l'ayant mentionné dans son *Traité des simples*, ainsi que de nombreux autres auteurs comme Léon l'Africain (1486 ?-1535) dans son œuvre *Description de l'Afrique*.

L'histoire retiendra, par ailleurs, que les Phéniciens faisaient le commerce de son huile dans les comptoirs établis le long de l'océan Atlantique. Ce qui suscita la curiosité plus tard, des Occidentaux comme le botaniste danois Schousboe (1766-1832) qui s'y intéressa. L'arganier, par ses vertus multiples revêt aujourd'hui de nombreux usages tant forestier que fourrager ou fruitier.

Aujourd'hui, selon certaines estimations, l'arganier occupe une surface de 3 millions d'hectares, mais de manière parfois très disséminée en fonction des conditions pédo-climatiques, généralement difficiles (relief accidenté et sécheresses fréquentes, 150 à 400 mm de précipitations annuelles), mais aussi dépendant de la pression anthropique (urbanisation, surpâturage, déboisement). Sa surface a été réduite de moitié en un siècle, font remarquer certaines sources. D'autres annoncent cependant, une surface

de 1,5 million d'hectares au début du XX^e siècle, réduite à 800 000 ha d'arbres plantés au XI^e siècle. Ce qui représente une baisse de quelque 600 ha/an.

De la botanique de l'arganier

Sur le plan botanique, l'arganier est un arbre aux rameaux épineux, d'où son nom *spinosa* qui signifie «épineux». Il est de 8 à 10 m de hauteur, aux feuilles atténuées en un court pétiole, très résistant. Il est parfaitement adapté à l'aridité et présente une cime large et ronde, un tronc noueux, tortueux et assez court, souvent formé de plusieurs parties entrelacées.

Les fleurs blanches à jaune verdâtre sont hermaphrodites, gamopétales à tube très court et sont réunies en glomérules. Elles apparaissent en mai-juin. Le fruit est une fausse drupe ovale, fusiforme de 30 mm de long environ, jaune-brun, contenant à maturité, une noix très dure abritant 2 ou 3 «amandons».

Les feuilles de couleur vert sombre et très coriaces, sont consommées en zones sahariennes par les dromadaires et les chèvres qui grimpent sur les arbres, parfois jusqu'à 8 mètres de hauteur. Elles mangent les jeunes pousses et le fruit, laissant le noyau qu'il contient, jouant ainsi un rôle essentiel dans l'écosystème local.

Le fruit est une drupe jaune parfois rougeâtre, de forme ovale, ronde ou en fuseau de 30 mm. Il est formé d'un péricarpe charnu ou pulpe riche en glucides et protéines et qui couvre un noyau très dur. La noix d'argan renferme de 2 à 3 amandons, appelées amandon qui produiront l'huile. Elles représentent environ 3% du fruit frais, mais ce poids peut doubler lors des années pluvieuses.

Le stade de maturation des fruits a lieu pendant presque toute l'année et dépendant de l'importance des pluies. Les fruits apparaissent souvent après les pluies d'automne, mûrissent au printemps et tombent au sol au début de l'été.

A maturité, les fruits tombent naturellement et se dessèchent en sol. C'est alors de l'amande qu'on extrait la précieuse huile. Quant au tourteau, il sert de nourriture pour les animaux.

Son système racinaire est profond, mais dépourvu de poils absorbants (racines «magniloïdes»). Il profite d'une symbiose avec différents types de champignons pour pallier cette déficience, seuls ces derniers peuvent apporter les différents nutriments à l'arbre. La reproduction artificielle et la mise en culture de celui-ci nécessite ainsi l'inoculation de plusieurs espèces de champignons

au niveau de ses racines.

L'arganier fournit un bois très dur, appelé bois de fer, utilisé essentiellement comme bois de chauffage. L'arganier possède des mécanismes qui limitent ou ralentissent la chute du potentiel foliaire et relèvent de la stratégie d'évitement. L'arbre ne perd ainsi ses feuilles que transitoirement, en cas de grande sécheresse.

Aires géographiques et étages bioclimatiques

L'arganier est un arbre d'origine tropicale qui, au fil du temps, s'est étendu hors de sa région géographique d'origine pour s'implanter en Afrique subtropicale et principalement dans le sud-ouest marocain et à l'ouest algérien. Parfaitement adapté aux climats et aux sols de la région, ses caractéristiques physiologiques et écologiques font de lui, l'arbre idoine pour lutter contre l'érosion et la désertification, principalement dans les zones sahariennes.

L'arganier a résisté aux changements climatiques depuis l'ère tertiaire jusqu'à nos jours. Il supporte tout type de sols : argileux, calcaires ou siliceux, meubles ou compacts. C'est un arbre thermophile, adapté aux fortes températures et xérophile, supportant la sécheresse et des températures allant jusqu'à 50°C grâce à son système racinaire souterrain pivotant qui peut atteindre une profondeur de 30 mètres pour absorber de l'eau. Mais il tolère toutefois de légères températures négatives, ce qui limite son implantation à une altitude de l'ordre de 1 300 m.

Les arganeraies sont des forêts à physiologie très ouverte. Les arbres sont distants les uns des autres dont la croissance est lente, tributaire de l'eau et non pas du temps. L'arbre peut vivre 250 ans, mais certains écrits prétendent que sa durée de vie peut dépasser cinq siècles.

L'arganier présente un port droit ou étalé selon son environnement. En sol fertile, il offre une couronne dressée et largement déployée, alors que dans les zones sèches et désertiques, il a une forme rabougrie, repliée sur elle-même. Le tronc étant court et tortueux à écorce rugueuse et crevassée, portant des rameaux épineux. Ses petites feuilles alternes sont vertes et coriaces qu'il peut perdre en cas de fortes chaleurs pour économiser l'eau. Les fleurs discrètes et regroupées en grappes apparaissent généralement en février, couvrant entièrement l'arbre d'un voile jaune verdâtre.

La multiplication est liée à la symbiose mycorhizienne qui favorise la croissance de l'arganier juvénile qui porte des endomycorhizes à arbuscules, au moment de la transplantation. Ces champignons peuvent éviter le stress hydrique et accroître la chance de survie des plantules. Le fruit de cet arbre contient une noix dure dans laquelle se trouvent 2 à 3 graines qu'on appelle les amandons. Elles contiennent une huile comestible très appréciée, ressemblant à l'huile d'olive.

Dans son milieu naturel, les chèvres et les chameaux mangent les fruits et dispersent les noix dures avec leurs excréments. Ses noix sont alors récoltées et pressées pour obtenir une huile qui peut coûter jusqu'à 10 fois plus chère que l'huile d'olive. Très riche en acides gras essentiels et en vitamine E, l'huile d'argan est réputée pour ses propriétés hydratantes, revitalisantes et anti-rides. Elle est aussi idéale pour lutter contre le dessèchement de la peau. Elle adoucit l'épiderme et prévient le vieillissement cutané dû aux conditions climatiques extrêmes (soleil, vent, froid). Elle est également parfaite pour régénérer et nourrir les cheveux secs et fortifier les ongles. Par ailleurs, la population berbère offrait l'huile d'argan, accompagné de miel en signe d'hospitalité aux invités.

Son bois produit un charbon de bois d'excellente qualité, car il est dense, très résistant et brûle lentement. Il était utilisé autrefois pour l'élaboration d'outils agricoles et pour la construction des charpentes et des réseaux d'irrigation. Ses feuilles et la pulpe de son fruit sont utilisés comme fourrages.

De l'agrotechnie de l'arganier

L'arganier se multiplie par semence ou par bouturage. Le semis est souvent effectué après un trempage des graines dans l'eau tiède pendant 48 heures pour ramollir les téguments durs des graines (noyaux). Il s'effectue en période estivale (juin-juillet) car la graine d'arganier a besoin de températures élevées de 30 à 35°C. En hiver, lorsque les températures sont au-dessous de 20°C, la germination est faible et les graines pourrissent généralement dans le sol. La germination des graines lors de la période estivale est plus importante et plus rapide que celle de la période hivernale. La température est un facteur limitant de la germination des graines de l'arganier. En culture, le semis a aussi besoin d'un substrat léger (sable, argile et terreau), qui favorise la croissance rapide des racines, outre l'arrosage régulier, mais sans excès d'eau.

Pour la pratique du bouturage, l'aptitude à l'enracinement est variable. Certaines boutures s'enracinent facilement, d'autres difficilement. Cette aptitude dépend en grande partie du potentiel génétique du pied mère. Alors que le greffage s'adapte mieux que le bouturage. Outre, son aptitude à conserver les performances des greffons (clones sélectionnés), le greffage permet de garder les avantages du semis (racines longues permettant à l'arganier d'épuiser l'eau en profondeur).

Les portes greffes peuvent être, soit un sujet adulte, soit un sujet issu de semis, de 6 à 8 mois d'âge qui seront taillés à 10 ou 15 cm de hauteur (à partir du substrat) avant de recevoir le greffon. Pour les arbres, ce sont les branches de 2 ans qui se trouvent sur la souche à la base qui se prêtent le mieux au greffage. Quant aux greffons, ils sont des pousses de l'année qui sont utilisées de préférence et choisies selon les critères de performances telles que la résistance, le rendement, la forme, l'absence d'épines, etc.

Pour être facilement insérés, les greffons doivent être de taille inférieure à celle des portes greffes (3 à 4 mm de diamètre). Plusieurs types de greffes ont été essayés : la greffe en fente apicale simple et la greffe par perforation apicale ou perforation latérale qui sont les plus faciles et donnent les meilleurs résultats.

Complexe Sider El Hadjar

Une commission de haut niveau pour suivre l'approvisionnement

Une commission de haut niveau a été installée au cours d'une récente réunion interministérielle pour suivre la mise en oeuvre des mesures d'urgence destinées à garantir l'approvisionnement quotidien et régulier du complexe Sider El Hadjar en fer brut, a affirmé, samedi à Annaba, la ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt.



Lors de l'inspection du complexe, la ministre a estimé «inadmissible» la situation des approvisionnements du complexe Sider El Hadjar en fer brut qui avait causé l'arrêt de ses activités, assurant que cela «ne se renouvellera pas grâce à la mobilisation de tous les partenaires pour dépasser cette crise».

«La chaîne logistique des opérations d'approvisionnement en matière première nécessite un travail intégré, de la production au transport jusqu'au complexe, pour assurer la pérennité de son activité économique», a ajouté la ministre qui a rappelé le message adressé par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, aux travailleurs et cadres du complexe insistant sur l'impé-

ratif approvisionnement du complexe en fer brut quotidiennement en fonction de ses activités productives afin de préserver cet outil de production.

L'Etat a réservé, selon le message du Premier ministre, des crédits importants pour le développement de ce complexe pour lui permettre de recouvrer sa place dans l'industrie sidérurgique pour préserver cet investissement et le valoriser. Par ailleurs, le complexe Sider El Hadjar (Annaba) a enregistré au cours des deux dernières semaines un approvisionnement régulier en fer brut avec une moyenne quotidienne de 5 000 tonnes avec un pic de 8 500 tonnes durant une seule journée, a-t-on appris, samedi, auprès de son P-DG, Chamseddine Maâtallah.

Avec cette cadence des approvisionnements, le complexe parviendra à reconstituer ses réserves en matière première nécessaire pour la pérennité de son activité, a ajouté le même responsable en soulignant que le complexe consomme pour sa production 6 700 tonnes par jour.

«Le complexe Sider El Hadjar a besoin, pour éviter la perturbation de ses activités et pour préserver ses moyens de production, de constituer des réserves suffisantes pour 30 jours d'activités afin d'éviter la mise en arrêt du haut fourneau et honorer les commandes des clients», a ajouté le même responsable.

Depuis le début 2019, le complexe a connu plusieurs arrêts pour des raisons liées aux perturbations des approvisionnements en matière pre-

mière, a rappelé son responsable qui prévoit une production totale de 590 000 tonnes de produits ferreux à la fin 2019 contre 700 000 tonnes en 2018.

Le complexe Sider El Hadjar dispose d'une capacité de production de 2 400 tonnes par jour de produit ferreux, soit 1 000 tonnes de fer à béton et 1 400 tonnes de produits plats.

Par ailleurs, les investissements réalisés au titre de la première tranche du plan d'investissement ont permis de porter la capacité théorique de production du complexe à 800 000 tonnes. Il est également prévu d'augmenter cette capacité à 1,1 million tonnes à la fin de l'année 2021 au terme de la seconde tranche du plan d'investissement.

Reda A.

Solution idoine pour la relance de l'économie nationale

Création de zones franches pour l'investissement étranger

Des économistes algériens ont affirmé que la solution idéale pour la relance de l'économie nationale à court terme était de créer des zones franches, permettant aux opérateurs étrangers de lancer leurs investissements avec leurs propres moyens financiers, et ce afin de jeter les bases d'une industrie locale devant limiter l'importation.

Dans une déclaration à l'APS en marge du forum des compétences algériennes (FCA), ces experts ont fait savoir que la création de zones franches est à même de garantir au pays de passer rapidement de l'importation à la production locale afin de répondre aux besoins de la demande nationale et de protéger la production locale.

Lors de ce forum, les intervenants ont souligné l'importance de ces zones franches devant permettre aux opérateurs locaux et aux investisseurs étrangers d'accéder aux marchés africains prometteurs, affirmant que cette démarche permettra au pays d'économiser de la devise, de créer davantage de postes d'emploi au profit des jeunes, d'acquiescer de l'expérience et de transférer la technologie.

Le directeur général d'une société activant dans le domaine médical à Doha (Qatar), Mourad Mellah, un jeune algérien âgé de 32 ans, a mis l'accent sur l'impérative ouverture de l'investissement au profit des étrangers à travers des zones franches ce qui permettra de transférer la technologie moderne, ajoutant que cela est à même de permettre à l'Algérie d'acquiescer des technologies modernes et d'exporter l'excédent de production aux différents marchés mondiaux, et notamment africains.

Grâce à la création de ces zones, l'Algérie passera rapidement de l'importation à la production locale, a-t-il soutenu, ajoutant qu'en vue de réaliser cet objectif, il faudra tout d'abord lever les obstacles de la bureaucratie sur l'investissement local et de l'encourager tout en protégeant la production locale.

Il a estimé que le rendement du secteur agricole demeurerait en dessous des niveaux escomptés malgré les progrès enregistrés au cours des dernières années et ce, a-t-il dit, en raison du faible recours aux technologies modernes.

Soulignant l'impérative mise à contribution de l'expertise des compétences se trouvant à l'étranger pour relancer ce secteur, l'intervenant a affirmé qu'une telle entreprise nécessitait le renforcement de l'usage des technologies modernes en vigueur dans les grandes économies mondiales.

Pour le promoteur immobilier et entrepreneur Abdelali Bibi, la création de zones de libre-échange est une «partie de la solution» pour relancer l'économie nationale dans la mesure où l'Algérie possède tous les atouts pour la création d'une économie intégrée et diversifiée indépendante de la rente pétrolière. Qualifiant le marché africain de «prometteur», il a affirmé que l'Algérie gagnerait à saisir les opportunités de partenariat et d'échange qui s'offrent à elle en Afrique pour relancer l'économie nationale.

K. L.

Quant à la production, celle-ci n'est pas toujours régulière. Elle est obtenue au bout de 5 à 6 ans, avec un maximum de rendement atteint à l'âge de 60 ans. Un hectare d'arganiers produit environ 800 kg de noix, qui fournit quelque 40 kg d'amandes destinées à l'obtention de l'huile d'argan (ou huile d'argane). Un arbre porte 10 à 30 kg de fruits par an, sachant que 100 kg de fruits mûrs sont requis pour obtenir un litre d'huile par le procédé artisanal qui exige au moins 15 heures de concassage, torréfaction, passage à la meule, malaxage et pressage. Un procédé d'extraction industriel permettrait d'augmenter de 45% la quantité d'huile produite qui se trouve encore dans les tourteaux (38 kg de fruits/litre). Ces derniers servent toutefois à nourrir le bétail pendant l'hiver.

La culture de l'arganier en Algérie

En Algérie, le peuplement naturel d'arganier est essentiellement localisé dans le sud-

ouest algérien dans la région de Tindouf (Touef Bouaâm), un milieu dans lequel, il pourrait représenter une source de revenus pour les habitants de ces régions et pour lesquelles, il joue un rôle irremplaçable dans l'équilibre écologique, voire économique. Il est cependant menacé d'extinction par les aléas naturels et les actes de prédation. On dénombre aujourd'hui 70 000 hectares d'arganeraies.

Le programme initié par les services des forêts de la wilaya de Tindouf consiste en la mise en terre de plants de cette espèce forestière sur une superficie de 20 ha à travers la réalisation d'un forage hydraulique et de nombreux retenues d'eau dans la région d'Oued El Ma, qui compte une superficie arganière de quelque 300 ha, avec une densité de 10 à 20 arbres/ha. Même si ce secteur accorde une grande importance à la préservation de cette espèce végétale rare, endémique, au sud-ouest du pays, cela demeure très insuffisant et mérite des programmes d'extension.

L'arganier est localisé à 110 km, au nord-ouest du chef-lieu de la wilaya de Tindouf dont

la superficie occupée est de 672,41 hectares. Le nombre de sujets recensés est de 5 257 arbres alors que l'aire naturelle de l'arganeraie est de 70 000 hectares (selon l'étude réalisée par le Bureau d'études Geosystem-Consult, 2009). Cette étude a d'ailleurs proposé la création d'une réserve naturelle à Touiref Bou Aam, sur une superficie de 250 000 hectares ayant pour objectif de préserver l'espèce et son habitat, d'assurer sa régénération et repeupler l'arganeraie dans les lits d'oueds et autres bas-fonds et dépressions. En effet, la culture de l'arganier a connu un net recul, ces dernières années, en raison des conditions climatiques et de l'arrachage illicite. La présence de l'arganier à Tindouf et à Mostaganem et d'autres régions qui s'y prêtent pourrait néanmoins inciter les habitants de ces localités à étendre ses superficies et en faire une source de revenus, car son huile, à elle seule, est l'une des plus onéreuses au monde, outre ses avantages sur la préservation de l'environnement.

Aujourd'hui, en Algérie, on tend à s'intéresser davantage à l'arganier de la sorte que de

nombreuses recherches ont été effectuées et d'autres sont en cours de réalisation, tant au niveau de l'Institut national de la recherche forestière qu'en milieu universitaire. Ces recherches portent, notamment sur la préservation de l'espèce, ses modes de multiplication, son adaptation au milieu et les possibilités de son extension, les aspects liés à sa productivité et son comportement varié.

Présent dans son aire géographique de prédilection, l'arganier, hormis les considérations économiques et sociales qu'il fait valoir, joue un rôle irremplaçable dans les équilibres écologiques. Grâce à son système racinaire puissant, il contribue au maintien du sol et permet de lutter contre l'érosion hydrique et éolienne, qui menace de désertification d'une bonne partie de la région. Enfin, de nombreux organismes vivants (faune, flore et micro-organismes) sont directement liés à sa présence. Sauvegarder l'arbre mythique et l'étendre dans d'autres zones, revêt aujourd'hui une importance capitale. Alors, y penser sérieusement, c'est déjà agir.

M. K.

World Food Moscow

Contrats pour l'exportation de 4 000 tonnes de dattes vers la Russie

Des exportateurs algériens spécialisés dans le domaine de la production et de la transformation des dattes ont affirmé que leur participation au Salon international des produits agroalimentaires World Food Moscow, organisé récemment à Moscou (Russie) a constitué une occasion pour la conclusion de contrats commerciaux en vue d'exporter plus de 4 000 tonnes de dattes vers la Russie et vers d'autres pays européens.



Dans une déclaration à l'APS au terme de cette manifestation économique internationale, les exportateurs algériens ont fait savoir que leurs participations régulières aux expositions et aux salons internationaux avaient permis de faire connaître les dattes algériennes, très prisées.

Ils ont dit avoir reçu, lors de ce salon, de nombreuses demandes pour l'exportation de dattes algériennes, ajoutant que des opérateurs coréens, chinois, finlandais, indonésiens, et indiens avaient formulé le vœu de conclure des contrats commerciaux pour l'importation de dattes algériennes, notamment la variété Deglet noir, classée parmi les meilleures variétés de dattes au monde.

Le responsable de la société Haddadou pour la production des dattes, Salim Haddadou, a indiqué que sa société avait conclu, lors de ce salon, un contrat avec une société russe de distribution visant l'exportation de près de 1 000 tonnes de dattes vers les marchés russes, soulignant avoir reçu d'autres demandes d'Indonésie, d'Inde, des Emirats arabes unis, du Bangladesh et du Sri Lanka, lesquelles se trouvent actuellement en cours d'examen.

Rappelant que les dattes algériennes avaient connu, ces dernières années, un grand succès au niveau international, M. Haddadou a précisé que lesdites dattes avaient réussi, en outre, à se positionner sur

les marchés du sud-est de l'Asie, notamment en Inde.

Le gérant de l'entreprise de dattes Bouarfa, Achab Mouloud, a fait état de la conclusion d'un contrat avec une entreprise russe pour l'exportation de dattes dès le mois d'octobre 2019, précisant qu'un volume de 110 tonnes sera exporté dans un premier temps. Il a fait savoir que son entreprise avait conclu, par le passé, d'autres contrats avec des entreprises de différentes nationalités, soulignant que la datte algérienne était très prisée. Le propriétaire de l'entreprise Toumour Djazairia, Ben Abdelhalim Mokaddem, a, pour sa part, indiqué que son entreprise avait signé un contrat avec une entreprise russe pour l'exportation de 400 tonnes de dattes à compter de février 2020.

Le producteur, transformateur et exportateur de dattes algériennes, Mehdi Bouguendoura, a précisé, quant à lui, que son entreprise Razan était présente sur le marché européen depuis cinq ans, notant que la datte algérienne avait réussi à investir les grands marchés en Europe, en Afrique et en Asie.

Il a, toutefois, fait remarquer que les quantités de dattes demandées par les distributeurs étrangers dépassaient les capacités de production de son entreprise qui a, quand même pu exporter plus de 2 500 tonnes de dattes vers l'étranger.

Selon Khaldoun Al-Asmar, l'un des plus

grands distributeurs de dattes au Moyen-Orient présent au World Food Moscow, la datte algérienne est très demandée dans plus de 35 pays depuis 2008.

Concernant les dattes biologiques (cultivées sans substances chimiques artificielles), le directeur de l'entreprise Biodattes-Algérie, Youcef Abdelbaki, a indiqué qu'elles étaient très demandées en Europe, signalant que 1 340 tonnes de dattes Bio avaient été exportées vers l'étranger jusqu'à septembre 2019.

Un stand permanent pour les exportateurs algériens

Afin de mettre en avant les capacités du secteur agricole algérien et les industries agroalimentaires, le ministère du Commerce s'est engagé dans des concertations avec les responsables de City Food à Moscou, le plus grand salon des produits agricoles et des industries agroalimentaires en Russie et en Europe de l'Est à l'effet de réserver un stand permanent pour les opérateurs algériens présents à ce salon.

A noter que le ministre du Commerce, Saïd Djellab s'était enquis, mercredi dernier, du bon déroulement du Salon World Food 2019, tenu à Moscou.

S'étendant sur une superficie de 104 hectares, le salon permanent «Food City abrite des exportateurs issus de 56 pays représen-

tant 5 000 entreprises de différentes nationalités, lesquelles font la promotion de leurs produits en matière d'import et d'export.

Le salon comprend aussi des bâtisses dédiées aux affaires et au marketing, en sus des espaces réservés aux producteurs de légumes et de fruits pour la vente en gros.

Ce salon permettra aux exportateurs algériens d'accomplir les procédures de dédouanement en ce qui concerne leurs produits au niveau des services consacrés à ce genre d'opérations au niveau de City Food.

T. K.

El Asnam (Bouira)

Les agriculteurs lancent leur association

Les agriculteurs du plateau d'El Asnam (est de Bouira) ont célébré samedi la création de leur association agricole Plateau d'El Asnam-Horizon 3000 lors d'une cérémonie tenue en présence des représentants des autorités locales de la wilaya, a-t-on constaté.

Tenue à la salle des fêtes de la ville d'El Asnam, la cérémonie a été marquée par une série d'expositions dédiées aux moyens matériels (tracteurs, remorques, utilisés dans leurs activités agricoles ainsi qu'aux différents produits agricoles locaux à l'image, notamment des produits maraichers, les céréales, le lait, l'huile d'olive et les figues.

La cérémonie a débuté par un défilé de vieux tracteurs de la région, qui a sillonné le grand boulevard de la ville menant vers l'esplanade du siège de la municipalité, et ce, en présence d'un public nombreux.

«Cette cérémonie a été organisée pour célébrer la création de notre association plateau d'El Asnam-Horizon 3000 ainsi que le lancement de la campagne labour-semences dans notre commune», a expliqué à la presse, le président de l'association, Kaci Abdelkader.

«Notre association couvre cinq filières, à savoir notamment les céréales, le lait, le maraîchage, l'oléiculture, etc», a ajouté le même responsable, tout en précisant que l'objectif de la création était de redynamiser ces filières ainsi que les différentes activités agricoles au niveau de la plaine de Tiglizine d'El Asnam.

Par ailleurs, les plaines de la commune d'El Asnam sont dotées d'un système d'irrigation, qui couvre actuellement plus de 8 800 hectares. Ce système a été réalisé dans le cadre d'un ambitieux programme de l'Etat visant à encourager et à diversifier l'activité agricole et booster la production dans cette wilaya, a rappelé le directeur des services agricoles (DSA), Djoudi Gaânoun.

Le plateau d'El Asnam est réputé, notamment pour sa production de la pomme de terre qui peut atteindre un rendement de 300 q/ha. Les études élaborées par les services agricoles tablent sur une production de plus de 120 000 tonnes de divers produits agricoles, contre 30 000 actuellement.

M. Y.

Laboratoire Sophal d'Oran

Entrée prochaine au marché de nouveaux médicaments génériques

De nouveaux médicaments génériques de la société Sophal spécialisée en production pharmaceutique sise à Hassi Benyebka (Oran) entreront au marché l'année prochaine (2020), a annoncé Bouzid Waffa, cadre de cette société.

En marge du 3^{ème} Salon de pharmacie et parapharmacie de l'Ouest (Pharmex 2019), qui a pris fin samedi au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed Benahmed, Mme Bouzid a souligné que la société Sophal oeuvre à produire et à développer des médicaments génériques qui seront sur le marché l'année prochaine, surtout ceux contre les maladies cardio-vasculaires, des voies uri-

naires, de la prostate, de l'estomac et les allergies, les anti-inflammatoires et les vitamines. Au passage, elle a fait savoir que la plupart de ces médicaments connaissent une pénurie sur le marché local et parfois sont totalement introuvables.

La société Sophal implantée à Oran depuis 1994 a accédé au monde de l'exportation, comme première étape vers les pays voisins et africains.

Pour rappel, Sophal produit chaque année 18 millions d'unités de médicaments génériques avec 74 références de médicaments dont 62 vendues aux pharmacies publiques et privées et 12 aux hôpitaux.

La 3^{ème} édition du Salon de la pharmacie et la parapharmacie de l'Ouest a vu la participation de 40 exposants de sociétés parapharmaceutiques opérant à l'ouest du pays pour exposer leurs services et produits, nouer des contacts avec des acteurs dans ce domaine et attirer de nouveaux clients.

Cet événement de trois jours, tenu sous le slogan «Communication, management et gestion des officines», a réuni la corporation des pharmaciens de l'ouest du pays et différents acteurs du secteur de la santé, de l'université et des représentants de la Cnas, Casnos, banques, compagnies d'assurances et autres.

R. T.

Forêt de Ben Aknoun

Journée de sensibilisation à la collecte des déchets plastiques

L'Institut national de formation environnementale a organisé, samedi dans la forêt de Ben Aknoun (Alger), une campagne de sensibilisation aux effets négatifs des déchets plastiques et à leurs dangers sur l'environnement et la santé de l'homme, en sus de la nécessité de les collecter et recycler.



Parmi elles, Mme Aïcha qui était accompagnée de ses enfants a estimé que de telles journées de sensibilisation devaient être généralisées afin d'en finir définitivement avec le phénomène des sacs en plastique qui défigurent les paysages et polluent l'environnement.

Mme Nawel a, quant à elle, appelé les pouvoirs publics à suspendre définitivement la production de sacs en plastique et à les remplacer par des sacs en papier.

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati, avait donné, samedi dernier à Alger, le coup d'envoi d'une journée de sensibilisation contre les déchets en plastique, en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie et de représentants de différents établissements publics et associations de la société civile activant dans le domaine de la protection de l'environnement.

La représentante du ministère, Ameziane Fazia, avait alors rappelé que l'Algérie enregistre annuellement un total de 13 millions de tonnes de déchets, dont plus de 2 millions de tonnes de déchets plastiques, ajoutant que 168 000 tonnes de déchets, dont 17% en plastique, étaient retirées annuellement de la mer.

L. M.

Dépistage du cancer du sein Formation d'animateurs en sensibilisation à Oran

Un atelier de formation d'animateurs en sensibilisation au dépistage du cancer du sein est programmé au profit des jeunes bénévoles courant de la semaine à Oran, a-t-on appris samedi des organisateurs.

Cette initiative entre dans le cadre des préparatifs d'une campagne de prévention prévue durant le mois d'octobre prochain, a précisé à l'APS, Assia Brahimi, vice-présidente de l'association socio-culturelle locale Santé Sidi El Houari (SDH).

Menée en partenariat avec un club scientifique universitaire et d'autres acteurs du mouvement associatif, la campagne, déclinée sous l'intitulé « Octobre rose », mettra l'accent sur l'importance du dépistage précoce de la pathologie et ce, par le biais de l'auto-palpation et la consultation (mammographie), a-t-on expliqué.

Les jeunes bénévoles formés à cet effet sillonneront plusieurs sites à grande fréquentation, dont les places publiques et les surfaces commerciales qui abriteront des stands d'information avec des supports de communication graphiques et audiovisuels.

La contribution des établissements de santé du secteur privé est également escomptée par les organisateurs qui espèrent rééditer le succès d'une précédente expérience ayant permis le dépistage gratuit au profit de plusieurs femmes.

L'association socio-culturelle locale Santé Sidi El-Houari a à son actif plusieurs campagnes de prévention sanitaire, notamment autour de la toxicomanie, du sida, de la santé reproductive et de la non-violence.

La vocation de cette association est également axée sur la formation/insertion des jeunes déscolarisés qu'elle dispense au sein de son école-chantier dédiée aux métiers de la construction, rappelle-t-on.

H. M.

Organisée dans le cadre de la mise en oeuvre du programme du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, relatif à la campagne nationale de lutte contre les déchets plastiques organisée du 21 septembre au 21 octobre prochain sous le thème «Tous contre le plastique», cette initiative a pour objectif de sensibiliser à la nécessité de se débarrasser des sachets plastiques en les remplaçant par le couffin et les sachets en tissu, et de passer à la phase d'utilisation des produits durables, respectueux de l'environnement.

A cette occasion, la responsable de cette journée de sensibilisation, Souria Nadji a déclaré à l'APS, que cette opération porterait sur la distribution des publications, des affiches et des dépliants à toutes les familles, notamment les enfants au niveau de la forêt de Ben Aknoun en vue de les sensibiliser aux effets négatifs des déchets plastiques et à leurs risques sur l'environnement et la santé de l'homme, indiquant que le slogan de ces publications serait vulgarisé au grand public et ce, pour mieux transmettre le

message à toutes les franges de la société comme suit : «Je (plastique) déforme la nature et y reste plus de 400 ans... Ne me jetez pas s'il vous plaît».

Cette journée, ajoute-t-elle, verra l'organisation d'une opération de collecte de tous les débris en plastique au niveau de la forêt, avec la participation des fonctionnaires de l'Institut susvisé, des enfants présents au niveau de ladite forêt, et des responsables et membres de l'Association Es Saâda pour la prise en charge des enfants de la lune. Ces débris collectés seront, poursuit-elle, vendus à une entreprise spécialisée dans le recyclage des produits plastiques, ajoutant que l'association bénéficiera de cet argent pour prendre en charge les enfants inscrits à son niveau.

A ce propos, la présidente de l'Association Es Saâda des enfants de la lune, Siham Ben Betka a indiqué que son association avait lancé, depuis un certain temps, une campagne de collecte des bouchons de bouteilles plastiques en vue de les vendre aux entreprises de recyclage et d'utiliser cet argent dans l'achat des besoins des

enfants de la lune, notamment les pommes, les lunettes, les masques et les casquettes médicales qui les protègent des rayons du soleil, conformément à l'objectif de la campagne nationale de lutte contre les déchets plastiques.

La chargée de l'information au Conservatoire national des formations à l'environnement (Cnfe), Rania Abdoun, a, pour sa part, indiqué que cette journée de sensibilisation était la première d'une série autour de cette thématique, évoquant les journées de sensibilisation prévues au centre commercial Ardis, le 1er octobre, à la Promenade des Sablettes, le 5 octobre et au Cnfe, le 15 octobre.

La responsable a également fait état de la programmation d'autres activités de sensibilisation à l'impact des déchets en plastique sur l'environnement, notamment la présentation de pièces de théâtre au niveau de plusieurs Maisons de jeunes de la capitale, la projection d'un documentaire sur le plastique et l'installation de bennes de tri sélectif.

Une initiative saluée par les familles rencontrées dans la forêt de Ben Aknoun.

L. M.

Une rencontre internationale organisée à Batna

Réduire les effets négatifs de l'environnement numérique sur les enfants

Les participants à une rencontre internationale sur «Les enfants et l'environnement numérique, entre réalité et prospective», ouverte samedi à Batna, ont appelé samedi à «encourager les alternatives citoyennes afin de réduire les effets négatifs de l'environnement numérique sur cette frange de la société».

Les participants à cette rencontre organisée sur deux jours par le club scientifique de l'association des oulémas musulmans algériens ont souligné la nécessité de promouvoir «la lecture, le théâtre, la pratique de diverses activités sportives et culturelles, et

tout autre forme d'interaction sociale, pour libérer l'enfant de l'emprise du monde numérique et ses effets néfastes qui ont pris des proportions alarmantes ces dernières années».

Les académiciens venus de plusieurs universités algériennes, mais aussi du Liban, de Tunisie et du Maroc ont appelé à «aider l'enfant à construire sa personnalité loin d'un environnement numérique bien souvent néfaste sur le double plan psychologique et social».

Selon le président du comité d'organisation de cet événement, le Dr Belkacem

Adouane, cette rencontre vise à identifier l'emprise de l'environnement numérique sur les enfants et à proposer des solutions applicables à court et à long termes suivant une vision prospective en phase avec le développement technologique.

Organisée à la Faculté des sciences sociales et islamiques de l'université Batna 1, cette rencontre a également donné lieu également à trois ateliers scientifiques traitant du phénomène vu sous l'angle de la psychologie, de la sociologie et du droit, ainsi que des médias et de la technologie.

L. M.

Tamanrasset

Un hôpital de 60 lits en perspective dans la commune d'In-Ghar

Un hôpital de 60 lits a été inscrit au profit de la commune d'In-Ghar, wilaya déléguée d'In-Salah, (750 km Nord de Tamanrasset), a annoncé, samedi le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, Mohamed Miraoui.

« Une structure hospitalière d'une capacité de 60 lits a été retenue au profit de la population de la commune d'In-Ghar, en vue de promouvoir les prestations médicales à l'effet de satisfaire les citoyens de cette région de l'extrême Sud du pays », a fait savoir M. Miraoui en marge de la visite d'inspection des installations médicales dans le cadre de sa visite de travail dans la région.

Entre autres mesures importantes prises pour l'amélioration de la prise en charge médicale des populations du Sud du pays, le

Oran

Préparatifs pour la distribution de 2.805 logements AADL

Les préparatifs vont bon train en vue de la distribution d'un quota de 2.805 logements de type AADL au niveau du nouveau pôle urbain « Ahmed Zabana » de Messerghine, a-t-on appris des services de la wilaya d'Oran.

Ainsi les services techniques de la Sonelgaz viennent d'achever le branchement de ces logements aux réseaux d'électricité et du gaz naturel, a-t-on précisé.

Le secrétaire général de la wilaya, accompagné des responsables concernés, s'est rendu, jeudi, sur les lieux, pour constater de visu le respect des engagements de tous les acteurs sur l'état d'avancement de ce projet.

Les responsables de l'AADL ont été instruits à accélérer les travaux d'aménagement externe, le revêtement des chaussées pour permettre la distribution de ces logements dans les délais.

Dans le même contexte, le nouveau wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui a présidé, ce week-end, une réunion dédiée au dossier de l'habitat. Il a appelé les directions et services concernés à assurer les moyens requis pour la réussite de l'opération de distribution de l'habitat, tous types confondus, le 1er novembre prochain.

R. O.

Tissemsilt

Quatre hectares de la forêt Oued Lakhel détruits par les flammes

Quatre hectares d'arbres ont été détruits, vendredi soir, à la forêt Oued Lakhel, de la commune de Boukaid (Tissemsilt), a-t-on appris samedi auprès des services de la protection civile. Les flammes avaient détruit divers types d'arbres dont le pin d'Alep et le chêne vert. Les agents de la protection civile, soutenus par les éléments de la conservation des forêts, ont réussi à maîtriser le feu après cinq heures de lutte sur plusieurs fronts.

L'intervention des agents a permis de sauver une vaste surface de cette forêt, distante de 3 km de la commune de Boukaid, et d'empêcher la propagation des flammes vers la forêt limitrophe d'Aïn Antar. L'opération a vu la mobilisation d'importants moyens humains et matériels, a-t-on indiqué.

L. T.



ministre a fait part de la consolidation des programmes de jumelage inter-hôpitaux du Nord et du Sud du pays et le prolongement des séjours des staffs médicaux encadrant ces initiatives.

S'agissant de la couverture médicale des populations nomades, M. Miraoui a annoncé la prise de mesures incitatives pécuniaires au profit des équipes médicales pour les encourager aux déplacements vers les régions enclavées et déshéritées et assurer des prestations médicales de qualité au profit des nomades.

Le ministre de la santé a amorcé sa tournée de travail dans la région par l'inspection, au chef lieu de la wilaya déléguée d'In-Salah, d'un chantier de réalisation d'un hôpital de 120 lits pour un montant d'investissement de plus de trois (3) milliards DA.

Sur site, le ministre, qui a jugé « faible » le taux d'avancement des travaux estimé à 15%, a mis l'accent sur la nécessité d'hâter les travaux pour livrer cette structure dans les délais impartis.

Appelant à renforcer le chantier en

ouvriers supplémentaires, notamment en main-d'œuvre locale, M. Miraoui a avancé, à ce titre, que la population locale est en quête à de pareille structure hospitalière, dont les travaux de la réalisation ont été confiés à l'entreprise « Cosider ».

Il a également instruit les responsables du projet d'accroître le nombre des logements de fonction, établis actuellement à 10 unités, et de procéder à la création des espaces verts entourant cet hôpital.

Le ministre a, en marge de l'inspection de l'établissement public hospitalier (EPH) d'In-Salah, indiqué, dans une rencontre avec des citoyens de la région, que cette visite vise à s'enquérir des préoccupations de la population afférentes aux besoins médicaux et de suivre également l'exécution des dernières mesures prises par le gouvernement pour la promotion des prestations médicales en direction des populations des wilayas du Sud du pays.

L'on relève entre autres préoccupations soulevées par les citoyens, le manque de praticiens qu'ils jugent « insuffisants » à satis-

faire les besoins de la population, avant de souligner la nécessaire amélioration des prestations pour une meilleure prise en charge des patients internes au niveau de cette structure leur épargnant les évacuations et déplacements vers les structures hospitalières des wilayas voisines.

Le ministre a, dans ce cadre, fait part du renforcement, en perspective, du staff médical de l'EPH d'In-Salah de deux praticiens spécialistes au service de pédiatrie et d'un spécialiste en imagerie médicale.

La région s'est vue accorder, dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, une enveloppe de 200 millions DA destinée à la réhabilitation et l'équipement de dix (10) salles de soins implantées à travers les communes d'In-Salah, Foggaret-Ezzoua, et In-Ghar, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle.

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, poursuivra sa tournée par l'inspection d'autres structures médicales dans la ville de Tamanrasset.

R. T.

ANSEJ à Guelma

Financement de plus de 100 micro-entreprises depuis janvier

Un total de 101 micro-entreprises destinées à générer 281 nouveaux postes d'emploi, ont été créées dans la wilaya de Guelma depuis le début de l'année 2019, dans le cadre du dispositif de l'agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ), a-t-on appris mercredi auprès du directeur local de cet organisme Moussa Mechtar. « 40 % des projets concrétisés sur le terrain concernent les activités agricoles et apicoles et le reste de ces projets est lié au secteur de l'artisanat et des métiers et celui des services », a précisé à l'APS le même responsable en marge de la manifestation « portes ouvertes », sur l'Ansej, organisée au campus universitaire Souidani Boudjemaâ.

L'ensemble des porteurs de ces projets financés par cette agence durant cette

période, sont des diplômés universitaires et des promus des centres de formation professionnelle, a fait savoir le même responsable qui prévoit une hausse « considérable » de ces projets avant la fin de l'année en cours.

Pas moins de 145 projets, tous secteurs confondus ont été réalisés au titre de l'exercice 2018, dans le cadre de ce même dispositif d'aide à l'emploi de jeunes, ont rappelé les services de l'ANSEJ.

L'antenne locale de l'ANSEJ de Guelma a reçu depuis le mois de janvier 2019, un total de 246 dossiers relatifs à la création de micro-entreprises dont 190 projets ont été jusqu'à présent validés et financés par les services concernés, a indiqué le même responsable.

Il a affirmé par ailleurs que plusieurs sessions de formation destinées aux jeunes porteurs de projets, ont été organisées à l'initiative de cette agence avec la collaboration du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

En plus des stands d'information, les « portes ouvertes » tenues en coordination entre l'antenne locale de l'ANSEJ, la maison de l'entrepreneuriat et le centre de l'information et de l'emploi de l'université 8 mai 1945, un box spécial a été mis en place pour permettre aux étudiants de déposer des fiches techniques de projets qu'ils comptent concrétiser ou des propositions relatives au développement de ce dispositif, a-t-on noté.

R. K.

CONFLITS ►►

Syrie

La Russie affirme avoir abattu près de 60 drones en Syrie en 2019

L'armée russe a affirmé avoir détruit depuis le début de l'année près de 60 drones envoyés par les insurgés en Syrie contre sa base de Hmeimim, située non loin de territoires encore tenus par des jihadistes et des rebelles.



Selon le général Igor Konachenkov, 58 drones et 27 missiles ont été interceptés par les forces russes sur cette base dans la région de Lattaquié, fief du régime de Bachar al-Assad dans le nord-ouest du pays.

Toutes les attaques ont été repoussées, a-t-il expliqué aux journalistes vendredi.

«Le système peut sembler rudimentaire, mais il permet de lâcher des obus depuis une hauteur de 2 kilomètres», a affirmé le général Konachenkov, lors d'un voyage de presse organisé par l'armée russe en Syrie.

La plupart des attaques provenaient des villes de Khan

Cheikhoun et Latamné, toutes deux reprises en août par l'armée syrienne, qui affirme y avoir découvert des ateliers de fabrication de drones au sein de vastes complexes souterrains.

Mais les drones sont également lancés d'autres secteurs de la province d'Idleb, dernier grand bastion des rebelles et des jihadistes en Syrie, et qui fait l'objet d'un fragile accord entre Moscou et Ankara pour éviter une offensive de grande ampleur du régime.

La Russie dispose à Hmeimim de systèmes de défense antiaérienne Pantsir S-1 et Tor M-2 qui servent à l'interception de drones, ainsi que de bat-

teries dernier cri S-400.

Des S-300 plus anciens sont stationnés sur sa base navale de Tartous, plus au Sud.

Selon le général, les rebelles améliorent en permanence leur technologie avec des drones qui peuvent désormais atteindre des cibles à 250 kilomètres de distance et voler à une altitude de 4 kilomètres, les rendant plus difficile à détecter. Certains drones sont dirigés à distance, tandis que d'autres lancés vers une cible précise.

Le 11 août, la base russe a ainsi eu à repousser une attaque massive impliquant six drones. La dernière en date, le 3 septembre, a vu deux drones atta-

quer depuis deux directions différentes.

Fin avril, le régime et son allié russe ont intensifié leur campagne de bombardements contre la province d'Idleb et plusieurs secteurs adjacents dans les régions de Hama, Alep et Lattaquié.

Plus d'un millier de civils ont été tués dans les raids, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). Un cessez-le-feu a été décrété par Moscou fin août mais il reste fragile.

Déclenchée en 2011 avec la répression de manifestations démocratiques, la guerre en Syrie a fait plus de 370 000 morts.

AFP

Cisjordanie occupée 17 Palestiniens arrêtés par l'armée israélienne

Dix-sept Palestiniens dont des ex-prisonniers ont été arrêtés par l'armée israélienne dans différentes régions de la Cisjordanie occupée, a rapporté hier, l'agence de presse palestinienne, Wafa. Les soldats israéliens ont arrêté quatre Palestiniens à Jénine, dont deux ex-prisonniers et un étudiant universitaire, après la perquisition des domiciles de leurs parents. Neuf autres ont été arrêtés à Naplouse, dont cinq ex-prisonniers, un autre jeune de 20 ans à Beïtlehem, ainsi qu'un homme de 40 ans à Tulkarem. Au nord de Ramallah, les troupes militaires israéliennes ont envahi la nuit dernière la localité de Kobar, ont pris d'assaut et fouillé des maisons et des entrepôts, selon des sources locales, citées par Wafa.

Jeudi, un jeune de 20 ans, Saher Awadallah Jaber Otmana, été tué par des tirs de balles réelles des forces d'occupation à l'est de Rafah au sud de la bande de Ghaza lors de sa participation à la marche pacifique, selon le ministère de la Santé, cité par l'agence palestinienne de presse. Plus de 34 autres ont été blessés dont un enfant et quatre ambulanciers.

Reda A.

Irak/Syrie Réouverture aujourd'hui du poste frontalier d'Al-Qaïm près d'Abou Kamel

Les autorités irakiennes ont annoncé samedi que le gouvernement a approuvé la réouverture lundi du poste frontalier d'Al-Qaïm situé près d'Abou Kamel avec la Syrie, après avoir achevé toutes les procédures réglementaire requises en la matière, a rapporté l'agence Sana.

Citant un responsable du poste frontalier irakien, l'agence syrienne a indiqué que le gouvernement irakien a approuvé la réouverture aujourd'hui du poste frontalier d'Al-Qaïm près d'Abou Kamel avec la Syrie, après avoir achevé toutes les procédures réglementaire requises en la matière. Le Premier ministre irakien, Adel Abdel Mahdi, a approuvé la réouverture lundi du poste frontalier, passage important entre l'Irak et la Syrie et ce, pour faciliter la circulation des marchandises et des personnes, a fait savoir le responsable irakien, cité par Sana. Dans ce contexte, les autorités irakiennes a annoncé avoir achevé toutes les procédures techniques, administratives et de sécurité requises pour assurer la fluidité des mouvements entre les deux pays. Le point de passage d'Al-Qaïm se trouve dans le sud-est de la province de Deir Ez-Zor. Fermé dans le contexte des derniers événements sécuritaires, ce poste est considéré comme l'un des points de transit important de la région connectant Abou Kamel à Houssaibah dans la province irakienne d'Anbar (ouest).

R. N

Afghanistan

Une présidentielle sans gros incident, mais avec une forte abstention

Les opérations de décompte des voix se tiennent dimanche en Afghanistan, au lendemain d'une élection présidentielle tenue sans gros incident, mais marquée par une abstention apparemment record et un grand nombre de petites attaques des talibans.

Environ 9,6 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour choisir le chef de l'Etat parmi 18 candidats, avec deux favoris, l'actuel président Ashraf Ghani et son chef de l'exécutif, Abdullah Abdullah.

Le scrutin s'est tenu sans le genre d'attentats meurtriers - avec par exemple 26 morts dans une seule attaque le 17 septembre - qui ont endeuillé une campagne électorale par ailleurs sans relief.

Le ministre de l'Intérieur Massoud Andarabi a fait état samedi soir de cinq morts parmi les forces de l'ordre et de 37 blessés civils, dans diverses attaques attribuées au taliban. Un chiffre susceptible de grimper, si l'on en juge par le scénario des élections précédentes.

La participation pourrait être la plus basse des quatre scrutins présidentiels tenus depuis le premier en 2004.

La commission électorale a annoncé tôt dimanche que selon les chiffres disponibles pour la moitié des bureaux de vote (2.597 sur 4.905) un peu plus de 10% des électeurs

(1,051 million) avaient mis un bulletin dans l'urne.

Le taux de participation le plus bas enregistré jusqu'ici était de 38% au premier tour de la présidentielle de 2009.

Haroun Mir, chercheur indépendant à Kaboul, a minimisé les conséquences d'un faible taux de participation en jugeant que «le prochain gouvernement aura un mandat plus fort que l'actuel, parce que l'élection est beaucoup plus «propre» que les précédentes».

Peur des attaques

La peur des attaques, mais aussi de la fraude, ont joué un rôle dans cette désaffection, selon de nombreux témoignages de citoyens recueillis avant l'élection.

Les talibans avaient averti la population de ne pas aller voter en annonçant que leurs moudjahidines viseraient «les bureaux et les centres (de vote) de ce spectacle».

Alors que le gouvernement n'a fourni aucun bilan global, les talibans ont revendiqué 531 attaques. Pour sa part l'institut de recherche Afghan Analyst Network (AAN) en a recensé plus de 400, en rassemblant les chiffres d'observateurs étrangers, des siens et de sources publiques. De nombreux électeurs ont aussi

boudé les urnes par crainte d'irrégularités semblables à celles qui avaient entaché l'élection de 2014. Pourtant, de nombreux observateurs ont souligné que celle de samedi était plus transparente et mieux organisée que la précédente. La Commission indépendante des droits de l'homme (Aihrc) a souligné de «nombreux points positifs» en rapportant par exemple que le personnel électoral paraissait mieux formé. Bon nombre d'électeurs sont aussi restés chez eux, ayant perdu tout espoir que leurs élites améliorent leurs conditions d'existence, dans un pays où 55% de la population vivait avec moins de deux dollars par jour en 2017. Enfin, la campagne électorale a paru prise en otage par les pourparlers entre les Etats-Unis et les talibans sur un retrait des forces américaines. Donald Trump y a brutalement mis fin début septembre. Nombre d'observateurs pensaient que l'élection serait suspendue pour laisser la place à l'application du plan de retrait.

Les résultats préliminaires doivent être annoncés le 19 octobre et les définitifs le 7 novembre. Si aucun des candidats du premier tour n'a reçu plus de 50% des suffrages, un deuxième tour se tiendra alors dans les deux semaines suivantes.

AFP



Guinée équatoriale

Des bolides du vice-président aux enchères en Suisse

Vingt-cinq bolides de Teodorin Obiang, fils du président de Guinée équatoriale, que la justice genevoise a saisis dans une enquête pour blanchiment d'argent, sont aux enchères dimanche en Suisse, et devraient rapporter gros.

L'estimation globale est d'au moins 18,5 millions de francs suisses (plus de 17 millions d'euros). «C'est une vente exceptionnelle. C'est une collection privée de supercars, avec des kilométrages extrêmement limités, parfois de livraison», a déclaré à l'AFP Philip Kantor, directeur du département Automobiles Europe de la maison britannique Bonhams, qui organise les enchères.

Sept Ferrari, trois Lamborghini, cinq Bentley, une Maserati et une McLaren sont parmi les véhicules proposés à la vente, qui se déroule dans un club de golf proche de Genève.

Les lots les plus chers sont deux hypercars qui furent dévoilés au salon de l'automobile de Genève en 2013: une Lamborghini Veneno Roadster blanc cassé,



évaluée entre 4,8 et 5,7 millions d'euros, et une Ferrari jaune (hybride), estimée entre 2,4 et 2,6 millions d'euros.

Qu'ils soient rouges, blancs ou jaunes, tous ces bolides ont en commun d'avoir appartenu à Teodorin Obiang, vice-président de la Guinée équatoriale. Or dans ce petit pays pétrolier, où sévit l'une des plus graves corruptions au monde selon Transparency International, une grande partie de la population vit encore dans la pauvreté.

Procédure classée

Parmi les lots proposés, une Aston Martin One-77 rouge de 2011, évaluée entre 1,3 et 1,7 million d'euros, possède une mention gravée sur son entrée de porte spécifiant «Construite à la main en Angleterre pour Theodore N'Guema Obiang Mangue».

Ces voitures ont également en commun d'avoir été confisquées par la justice genevoise après l'ouverture en 2016 d'une procédure pénale à l'encontre de Teodorin Obiang, et de deux autres personnes, pour «blanchiment d'argent et gestion déloyale des intérêts publics».

La procédure a finalement été classée en février, la justice genevoise et les autorités équato-guinéennes s'étant mis d'accord pour que les voitures soient vendues et que le produit de la vente soit affecté à un programme à caractère social en Guinée équatoriale.

Le pays a aussi accepté de verser à Genève 1,3 million de francs suisses (1,4 million d'euros) pour couvrir notamment les frais de procédure. Cet Etat d'Afrique centrale est dirigé depuis 40 ans par le président Teodoro Obiang Nguema, 77 ans. Selon les observateurs de la vie politique équato-guinéenne, Teodorin Obiang, connu pour ses extravagances et son train de vie somptueux, est voué à succéder à son père.

Il a été condamné en 2017 à Paris à trois ans de prison avec sursis et 30 millions d'euros d'amende pour s'être frauduleusement bâti en France un patrimoine considérable (hôtel particulier parisien, voitures de course et de luxe, costumes de marque par dizaines, jets privés...) dans l'affaire dite des «biens mal acquis», jugement dont il a fait appel.

Sans prix de réserve

Toutes ses voitures sont proposées sans «prix de réserve», c'est-à-dire sans enchère minimum, ce qui n'a pas été du goût du constructeur suédois Koenigsegg.

Selon lui, la Koenigsegg One bleu et noir carbone proposée dimanche, estimée entre 1,7 et 2,1 millions d'euros, et dont il n'existe que six exemplaires vaut «deux fois plus que l'estimation maximale».

La Guinée équatoriale a également fait part de son mécontentement, et tenté ces derniers jours de faire suspendre la vente aux enchères. Ce à quoi la justice genevoise s'est opposée.

«De l'avis d'experts, il nous paraissait que le prix de la vente serait plus élevé lors de ventes privées avec des collectionneurs et des professionnels de la branche qui recherchent ce type» de véhicules, a expliqué à l'AFP l'avocat de la Guinée équatoriale, Shahram Dini. Pour M. Kantor, de Bonhams, «c'est le marché qui doit décider combien vaut un véhicule».

AFP

Egypte La déclaration du HCDH sur les récentes manifestations rejetée

L'Egypte a rejeté samedi la récente déclaration rendue publique par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sur les récentes manifestations en Egypte.

«Il est inacceptable qu'une telle déclaration soit émise par une entité de l'ONU qui doit vérifier l'exactitude de sa déclaration et ne doit pas fonder ses évaluations sur des hypothèses et des attentes afin de promouvoir des impressions qui vont à l'encontre de la réalité et de la vérité des affaires», a indiqué le ministère égyptien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Vendredi, la haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, s'est déclarée gravement préoccupée par les reportages faisant état d'un «manque de procédure régulière à la suite d'arrestations liées aux manifestations en Egypte», et a exhorté les autorités égyptiennes à «respecter le droit à la liberté d'expression et de l'assemblée pacifique dans le plein respect des critères et normes internationales.»

Dans une déclaration, elle a exhorté les autorités égyptiennes à changer radicalement leur approche à l'égard de toute future manifestation.

En réponse, le ministère égyptien des Affaires étrangères a affirmé que la déclaration de Mme Bachelet est «basée sur des informations sans fondement puisque les allégations qu'elle contient sont fondées sur de fausses hypothèses».

La semaine dernière, des centaines d'Égyptiennes étaient dans la rue pour protester contre le gouvernement dans plusieurs villes après qu'un entrepreneur égyptien exilé a mis en ligne des vidéos, accusant le gouvernement de corruption et de dépenses somptueuses de fonds publics, selon les médias locaux.

Le président égyptien Abdel-Fattah el-Sissi a déjà qualifié ces allégations de «mensonges et calomnies», exhortant les médias égyptiens à confronter de telles campagnes de calomnie.

R. A.

Zimbabwe

L'ex-président Robert Mugabe enterré dans son village

L'ancien président du Zimbabwe, Robert Mugabe, a été enterré samedi après-midi dans son village natal de Kutama (nord-ouest) en présence de plusieurs centaines de membres de sa famille et de proches, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Recouvert du drapeau national, son cercueil a été enseveli dans une cour poussiéreuse de sa propriété de Kutama à l'issue d'une cérémonie sobre, devant quelques centaines de proches.

Emmenés par sa veuve, Grace Mugabe, entièrement vêtue de noir, les membres de sa famille ont jeté des roses blanches sur sa dépouille, a rapporté le journaliste de l'AFP.

Cet enterrement marque l'épilogue d'un bras de fer qui oppose depuis des semaines les proches de l'ancien chef de l'Etat au gouvernement de son successeur, Emmerson Mnangagwa, autour du lieu de sa dernière demeure.

Mort le 6 septembre à l'âge de 95 ans dans un hôpital de Singapour, Robert Mugabe devait initialement reposer au Panthéon national des héros de la «lutte de Libération», à Harare, ainsi que le souhaitent les autorités.

Mais sa famille a finalement eu le dernier mot et annoncé cette semaine qu'il serait enterré à Kutama, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale, Harare.

Cette bataille a illustré une nouvelle fois les vives tensions qui opposent depuis bientôt deux ans les derniers fidèles de l'ancien président à M. Mnangagwa.

Jusqu'à son dernier souffle, Robert Mugabe a nourri une rancune tenace envers Emmerson Mnangagwa, placé à la tête du pays après la démission du vieux président sous la contrainte de l'armée et de son parti, la Zanu-PF, en novembre 2017.

Au terme d'un règne sans partage de trente-sept ans, Robert Mugabe a laissé derrière lui un pays traumatisé par la répression et ruiné par la crise économique.

AFP

Burkina

Huit civils tués, un disparu, dans une attaque dans le Nord

Huit personnes ont été tuées lors d'une attaque samedi à Komsilga, un village de la commune de Zimtanga, à une vingtaine de kilomètres de Kongoussi, dans le nord du Burkina Faso, a indiqué l'Agence d'information du Burkina (AIB).

«Des individus armés ont attaqué samedi matin le village de Komsilga, tuant huit personnes parmi les populations», a rapporté l'agence précisant que les assaillants ont incendiés des boutiques ainsi que des engins à deux roues.

«Des éléments (des forces de défense et de sécurité) ont été déployés dans la zone pour un ratissage», a poursuivi l'agence citant une deuxième source sécuritaire qui a indiqué que l'attaque a été lancée par une «vingtaine d'hommes (venus) à bord de motocyclettes».

Un habitant du village Komsilga est porté disparu, enlevé par les assaillants, a-t-on aussi ajouté.

Le Burkina Faso est pris depuis quatre ans et demi dans une spirale de violences,

attribuées à des groupes terroristes, certains affiliés à Al-Qaïda et d'autres au groupe autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI).

Lundi, neuf civils ont été tués dans deux attaques à Pisselé et Boulkiba, deux localités situées dans la même province du Bam. Depuis début 2015, les attaques terroristes, de plus en plus fréquentes et meurtrières, en particulier dans le Nord et l'Est, ont fait plus de 580 morts.

K. B.

Affaire ukrainienne

Les principaux acteurs

Entre le lanceur d'alerte et Donald Trump, plusieurs responsables politique et de l'administration américaine sont impliqués dans l'affaire ukrainienne qui vaut au président républicain d'être menacé par une procédure de destitution au Congrès.

Rudy Giuliani, l'émissaire

L'avocat personnel du président américain a été chargé par ce dernier de travailler avec les autorités ukrainiennes dans l'enquête sur Joe Biden, accusé d'avoir eu des intérêts suspects en Ukraine. Or l'ancien vice-président démocrate est bien placé pour affronter M. Trump lors de la présidentielle 2020.

«Rudy sait très bien ce qui se passe et c'est un mec très doué si vous pouviez lui parler, ça serait super», a recommandé le milliardaire républicain, selon la transcription de sa conversation téléphonique avec son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky.

M. Giuliani a rencontré plusieurs responsables ukrainiens au cours de son enquête, une implication dans les affaires diplomatiques du pays qui suscite des critiques à Washington. Il assure toutefois avoir agi en concertation avec le département d'Etat.

Nancy Pelosi, la tacticienne

La présidente démocrate de la Chambre des représentants a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête parlementaire en vue de destituer Donald Trump, accusé d'avoir violé le serment présidentiel en demandant une aide étrangère pour remporter un second mandat.

Cette adversaire acharnée du milliardaire républicain s'est pourtant longtemps opposée à l'aile gauche de son parti, qui réclamait une mise en accusation de M. Trump.



Cette fine tacticienne dénonçait un pari risqué pour les démocrates face à des républicains remobilisés avant la présidentielle.

Adam Schiff, l'enquêteur

L'élue démocrate, 59 ans, préside la puissante commission du Renseignement de la Chambre des représentants qui enquête sur les agissements de Donald Trump.

C'est lui qui a diffusé la plainte du lanceur d'alerte et qui a entendu jeudi le directeur du renseignement national, Joseph Maguire, qui avait bloqué le signalement.

Pour M. Schiff, la plainte met en évidence le «marchandage» initié par Donald Trump : le déblocage d'une aide militaire contre la coopération de Kiev dans l'enquête sur la famille

Biden. Il a ainsi comparé M. Trump à «un chef mafieux».

Le lanceur d'alerte

Ce membre des services de renseignement - la CIA selon les médias américains - affirme que le président américain a utilisé sa fonction «pour solliciter l'ingérence d'un pays étranger dans l'élection de 2020 aux Etats-Unis». Son signalement, très détaillé, suggère qu'il a une formation d'analyste, qu'il a un temps été affecté à la Maison-Blanche et qu'il connaît la politique ukrainienne, selon le New York Times.

L'agent, qui n'a pas été le témoin direct de l'entretien téléphonique, a recoupé certaines de ses informations dans le cadre des «rela-

tions régulières inter-agences».

L'ex-comique devenu président

Avant d'être élu en avril, Volodymyr Zelensky a déjà été président de l'Ukraine... dans une série télévisée. A 41 ans, cet acteur touche-à-tout promet de lutter contre la corruption endémique et de mettre fin à la guerre contre les séparatistes pro-russes dans l'est du pays. Pendant son entretien avec Donald Trump, il a semblé obséquieux, flattant le milliardaire républicain en l'assurant notamment avoir pris exemple sur sa campagne de 2016.

Mercredi, il a estimé que l'échange téléphonique avait été «normal». «Personne n'a fait pression sur moi», a-t-il assuré.

AFP

Trump : le sort des Etats-Unis "est en jeu comme jamais"

Le président américain, Donald Trump, visé par une enquête en vue de le destituer, a affirmé samedi à ses partisans que le sort de son pays était «en jeu comme jamais auparavant».

Ce message a été délivré par vidéo sur Twitter, dans l'une des attaques quasi quotidiennes du chef de l'Etat contre ses adversaires démocrates. Ceux-ci avaient lancé mardi la procédure d'«impeachment» en raison de ses demandes insistantes auprès du président ukrainien pour nuire à un rival à la présidentielle de 2020, Joe Biden.

«Les démocrates veulent prendre vos armes, ils veulent prendre votre couverture santé, ils veulent prendre votre voix, ils veulent prendre votre liberté», affirme le président depuis la Maison-Blanche.

«Nous ne pourrions jamais laisser faire ça», ajoute-t-il. «Parce que le sort de notre pays est en jeu comme jamais auparavant. Tout cela est très simple. Ils essaient de m'arrêter parce que je me bats pour vous. Et je ne laisserai jamais faire ça».

Dans d'autres tweets, M. Trump a répété ses imprécations contre ceux qui ont lancé la procédure de destitution, une «chasse aux sorcières», et estimé que le parlementaire à la tête, Adam Schiff, «en train de le diffamer et de l'accuser injustement», devait «démissionner du Congrès».

Les élus démocrates ont sommé vendredi le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, de leur livrer des documents nécessaires à leur enquête sur M. Trump, et prévoient de mener leurs premiers interrogatoires dans la semaine, en commençant par cinq responsables du département d'Etat.

Parmi ceux-ci, ils souhaitent entendre l'ancienne ambassadrice en Ukraine, Marie Yovanovitch, que M. Trump a limogée selon des informations de presse en raison de son opposition aux manoeuvres du président pour faire pression sur Kiev et obtenir une enquête de l'Ukraine sur les activités de la famille Biden.

AFP

Chine et Etats-Unis, le risque de la "grande fracture" planétaire

À la tribune de l'ONU, le ton du chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, est ferme et son regard noir. «La Chine ne sera jamais effrayée par les menaces ni ne pliera devant les pressions», martèle-t-il à l'intention des Etats-Unis.

L'Assemblée générale des Nations unies, toute la semaine à New York, a été une fois de plus le théâtre de cette «grande fracture» qui guette le monde, pour reprendre les mots de l'hôte de la grand-messe diplomatique annuelle, Antonio Guterres.

70 ans après sa naissance, la Chine communiste affirme plus que jamais son statut de grande puissance antagoniste des Etats-Unis, eux-mêmes engagés dans une offensive inédite pour conserver leur suprématie. Quand Wang Yi dénonce vendredi dernier «pressions» et «menaces», il évoque la guerre commerciale engagée par Donald Trump et met en garde contre le risque qu'elle «plonge le monde dans une récession».

Il répond en fait au président américain qui, devant le même parterre de dirigeants des 193 pays de la planète, avait attaqué trois jours plus tôt les «abus» de Pékin. Le gouvernement du milliardaire républicain a repris, en les amplifiant jusqu'à en faire un axe fondamental de son mandat, les accusations américaines de concurrence déloyale chinoise, voire d'espionnage industriel.

Fini les «abus»!

«Pendant des années, ces abus ont été tolérés, ignorés, voire encouragés», a déploré le chantre de l'America First, l'Amérique d'abord. «Ces jours sont révolus!»

Les puissances rivales mènent depuis de longs mois des négociations commerciales ponctuées d'escarmouches et de trêves. Toutefois, alors qu'il s'engage dans la cam-

pagne pour sa réélection, Donald Trump laisse désormais entendre qu'un accord pourrait ne pas être possible avant le scrutin de 2020.

Mais derrière ce bras de fer qui fait tressailler les marchés et nourrit les gros titres des médias, la confrontation est en fait généralisée.

Cette «grande fracture», redoutée par Antonio Guterres, a été décrite par le secrétaire général de l'ONU à l'ouverture des débats : «Une planète divisée en deux, qui verrait les deux plus grandes puissances économiques asséoir leur pouvoir sur deux mondes séparés en compétition, chacun avec sa devise dominante, ses propres règles commerciales et financières, son propre internet et sa propre intelligence artificielle, et ses propres stratégies géopolitiques et militaires dans un jeu à somme nulle».

De fait, si Washington a fait du Venezuela son ennemi régional, de l'Iran sa bête noire au Moyen-Orient et de la Russie son adversaire transatlantique, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, ne le cache pas : sur le long terme, la vraie rivalité stratégique est celle qui l'oppose à Pékin. L'administration Trump a donc lancé une offensive tous azimuts, au parfum de guerre froide. C'est le vice-président, Mike Pence, qui a détaillé cette charge lors d'un réquisitoire d'une dureté inédite il y a exactement un an.

Avertissement sur Hong Kong

Outre le commerce, tout y passe : expansionnisme diplomatique et militaire, atteintes massives aux libertés publiques et aux minorités religieuses.

Le gouvernement républicain n'est pas forcément isolé sur la question. A Washington, une bonne partie des élus, des diplomates et des sinologues, toutes ten-

dances confondues, s'accordent pour dire que l'espoir ancien de voir la mondialisation «normaliser» la Chine, en apportant démocratie et libertés en même temps que la prospérité économique, a fait long feu.

Mais certaines critiques rappellent que les initiatives américaines pour contrer l'influence chinoise font suite au retrait du traité de libre-échange transpacifique, dont c'était justement l'objectif.

Donald Trump a jeté le texte aux orties dès son arrivée à la Maison-Blanche.

La semaine onusienne fut un observatoire privilégié de ce face-à-face.

D'ordinaire si prompt à flatter son «ami» Xi Jinping, Donald Trump a lancé un avertissement inédit dans sa bouche au président chinois sur la crise politique à Hong Kong.

«La manière dont la Chine va décider de gérer la situation en dira long sur son rôle dans le monde à l'avenir», a-t-il prévenu, appelant «fermement» au respect des engagements de Pékin en faveur de la «liberté» et de la «démocratie» dans l'ex-colonie britannique.

Parallèlement, les autorités américaines sanctionnaient des sociétés chinoises pour violation de l'embargo sur le pétrole iranien, comme elles l'ont déjà fait concernant le blocus imposé à la Corée du Nord.

Enfin, le département d'Etat américain a profité de l'Assemblée générale pour tenter de mobiliser la communauté internationale contre «l'horrible campagne de répression» des autorités chinoises à l'égard des musulmans ouïghours dans le Xinjiang.

Pékin a balayé les accusations et dénoncé, une fois de plus, «l'ingérence» des Américains».

AFP



Les Hongkongais marquent, certains violemment, l'anniversaire des "Parapluies"

Des dizaines de milliers de manifestants pro-démocratie ont marqué samedi dans les rues de Hong Kong, parfois violemment, le cinquième anniversaire du début du "Mouvement des parapluies", précurseur de la mobilisation qui ébranle actuellement l'ex-colonie britannique.

Hong Kong traverse depuis début juin sa pire crise politique depuis sa rétrocession à Pékin en 1997, avec des actions et rassemblements quasi quotidiens.

Samedi soir, des milliers de personnes se sont notamment réunies dans un parc devant le Parlement, où avait débuté le 28 septembre 2014 le «Mouvement des parapluies», une occupation pacifique du cœur financier et politique de la mégapole qui avait duré 79 jours.

Une foule de manifestants a également envahi Harcourt Road, une grande artère traversant le quartier central d'Admiralty et des petits groupes s'en sont pris au bâtiment du Bureau de liaison, qui abrite les relais du gouvernement central chinois.

Masqués, des dizaines de personnes ont lancé des cocktails Molotov et des briques en sa direction. La police a riposté avec des canons à eau, des gaz lacrymogène et au poivre.

La mobilisation de 2014 avait débuté lorsque la police avait utilisé du gaz lacrymogène contre un petit rassemblement d'étudiants près du Conseil législatif (LegCo), le Parlement local.

Les manifestants s'étaient protégés en ouvrant leurs parapluies, objet devenu emblématique de la contestation.

A l'époque, les foules demandaient l'instauration d'un véritable suffrage universel pour l'élection de leurs dirigeants. Mais en dépit de l'ampleur de cette mobilisation très pacifique, Pékin n'avait finalement fait aucune concession.

Cinq ans plus tard, l'ex-colonie britan-

nique vit à nouveau une grave crise politique. Mais l'échec de 2014 a considérablement radicalisé le mouvement pro-démocratie.

«Combat de longue haleine»

«Je crois que les gens sont prêts pour un combat de longue haleine, car ce n'est pas facile d'arracher la démocratie au Parti communiste chinois», assure à l'AFP une ingénieure de 29 ans se faisant appeler Yuan.

En 2014, elle s'était globalement tenue à l'écart du «Mouvement des parapluies». Mais cette année, elle s'est sentie obligée de manifester en raison de l'attitude selon elle partisane de la police locale.

Les manifestations qui se sont succédé depuis début juin ont maintes fois dégénéré en violents heurts entre forces de l'ordre et groupuscules radicalisés.

Appuyées par les canons à eau, les premières ont fait un usage très important des lacrymogènes et balles en caoutchouc contre des radicaux qui n'hésitent pas à jeter des briques et des cocktails Molotov sur les policiers.

«Le comportement de la police a été un des catalyseurs», affirme Yuan, en référence aux accusations généralisées de brutalité policière lancées par les manifestants.

La contestation actuelle était partie en juin du rejet d'un projet de loi qui visait à autoriser les extraditions vers la Chine.

La cheffe de l'exécutif hongkongais, Carrie Lam, l'a finalement abandonné début septembre. Mais cette mesure a été jugée beaucoup trop tardive par des manifestants qui avaient entre temps considérablement

élargi leurs revendications pour exiger, encore, des réformes démocratiques.

Echec du pacifisme

Cette mobilisation se veut aussi une dénonciation des ingérences de plus en plus fortes de Pékin dans les affaires de sa région semi-autonome, en violation, selon les manifestants, du fameux principe «Un pays, deux systèmes» qui avait présidé à la rétrocession.

«Si les revendications des Hongkongais avaient été satisfaites avec des actions pacifiques, rationnelles et non violentes, nous n'aurions pas eu besoin de méthodes plus radicales», a déclaré samedi soir à l'AFP, un étudiant de 20 ans se faisant appeler Chan.

«Quand on regarde en arrière, le pacifique «Mouvement des parapluies» n'a rien obtenu.»

Les manifestants hongkongais ont prévu de nombreuses actions jusque mardi, jour où la Chine populaire célébrera le 70e anniversaire de sa fondation, avec notamment un grand défilé militaire censé illustrer le décollage d'un pays devenu en quelques décennies la deuxième plus grande puissance mondiale. Des rassemblements sont ainsi prévus dimanche dans l'ex-colonie britannique à l'occasion d'une Journée mondiale contre le totalitarisme. Des étudiants prévoient une grève des cours aujourd'hui et des appels à manifester sont également lancés pour demain.

La police n'a autorisé aucun rassemblement de manifestants pro-démocratie le 1er octobre. Mais ces derniers ont maintes fois bravé de tels interdits par le passé.

AFP

Indonésie

Un deuxième étudiant meurt au cours d'une vague de manifestations

Un deuxième étudiant est mort au cours d'une vague de manifestations contre des lois controversées qui agitent l'Indonésie depuis le début de la semaine, ont indiqué plusieurs sources, vendredi.

Les étudiants manifestent contre une réforme qui risque d'affaiblir l'agence de lutte contre la corruption, et une révision du Code pénal vue comme liberticide prévoyant, notamment des peines de prison pour les relations sexuelles hors mariage ou entre personnes du même sexe.

Un étudiant ingénieur de 19 ans est mort à l'hôpital après des coups à la tête reçus au cours d'émeutes jeudi à Kendari sur l'île des Célèbes, a indiqué le directeur de l'hôpital de la ville, Sjarif Subijakto, à l'AFP.

Les proches du jeune homme ont confirmé son décès dont les circonstances n'ont pas été éclaircies.

«Son père a reconnu sa mort, il veut juste savoir ce qui s'est passé», a indiqué à l'AFP Rahmat, un membre de la famille qui n'a donné que son prénom. «Mais sa mère est toujours sous le choc».

Il s'agit de la deuxième victime parmi les étudiants après les violentes manifestations qui se sont multipliées à travers le pays depuis lundi causant plusieurs centaines de blessés dans des affrontements avec les forces de l'ordre.

Jeudi, un étudiant âgé de 22 ans, selon les dernières informations de la police, est mort dans la même ville de Kendari après avoir été blessé à la poitrine au cours d'une manifestation qui a conduit à l'incendie du Parlement local.

«L'autopsie a révélé que la blessure avait été causée par une balle réelle», a annoncé vendredi à des journalistes, Iriyanto, le chef de la police du sud-est des Célèbes, qui ne porte qu'un nom.

Le président indonésien, Joko Widodo, a fait part de ses condoléances aux parents des deux étudiants et ordonné une enquête sur les circonstances de leur mort.

Mis en difficulté alors qu'il s'apprête à être investi pour un second mandat en octobre, le président a souligné qu'il avait demandé à la police d'agir avec retenue. «Depuis le début, j'ai demandé au chef de la police et aux policiers de ne pas faire d'excès».

Cette vague de manifestations est l'une des plus importantes en Indonésie depuis le soulèvement ayant abouti à la chute du dictateur Suharto, en 1998.

Les députés indonésiens devaient voter cette semaine la réforme du code pénal mais, devant les critiques, le président a demandé la semaine dernière qu'elle soit repoussée à la session parlementaire d'octobre. En ce qui concerne la réforme de l'agence de lutte contre la corruption, il a semblé reculer jeudi, indiquant qu'il réfléchissait à un décret pour la modifier.

«Ces manifestations très soudaines et importantes dans tout le pays montrent clairement que toute initiative (de M. Widodo) portant atteinte aux libertés démocratiques se heurtera à la résistance de la rue de la part des mêmes segments de la société que ceux qui ont lancé les réformes en 1998», a observé l'analyste, Kevin O'Rourke.

Le président «n'a jamais fait face à une situation aussi complexe», a observé Arya Fernandes, chercheur au Centre d'études stratégiques et internationales de Jakarta. Pour lui, «c'est un test pour sa capacité à diriger».

A Jakarta, quelques centaines d'étudiants se sont rassemblés vendredi près du Parlement pour réclamer l'annulation des lois controversées et ont réclamé justice pour la mort des manifestants.

«Nous exigeons la démission du chef de la police locale, à Kendari, pour ne pas avoir su préserver la démocratie», a déclaré un manifestant, Najih Prasetyo.

AFP

USA

Une loi facilitant les expulsions de clandestins bloquée en justice

Une juge américaine a bloqué temporairement l'application d'une mesure assouplissant les critères pour les expulsions rapides de clandestins, a indiqué samedi une organisation de défense des droits des immigrés.

Le jugement en référé interdit au ministère de la Sécurité intérieure (DHS) d'appliquer cette mesure, entrée en vigueur fin juillet.

Elle étend de quatorze jours à deux ans la période de séjour illégal pendant laquelle un sans-papiers peut être expulsé sans avoir à comparaître devant un juge de l'immigration. Elle étend également les expulsions au pays entier alors qu'elles étaient jusque-là limitées à une zone de 100 miles (161 km) depuis la



Cuba Le blocus américain reste le principal obstacle au développement de l'île

Le blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis continue d'être le principal obstacle au développement de Cuba, a affirmé samedi Bruno Rodriguez Parrilla, ministre des Affaires étrangères de la République de Cuba.

S'exprimant lors du débat général de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Rodriguez Parrilla a déclaré que «l'agression économique, quelles que soient la dureté des menaces et du chantage, n'obtiendra pas la moindre concession» de son pays.

Au cours de l'année dernière, a-t-il déclaré, le gouvernement américain a progressivement et qualitativement renforcé ses actions hostiles et son blocus contre Cuba, en ajoutant de nouveaux obstacles au commerce extérieur et en intensifiant la persécution des relations bancaires et financières entre Cuba et le reste du monde.

La loi illégale Helms Burton de 1996 guide le comportement «agressif» des Etats-Unis contre Cuba, a-t-il dit, faisant remarquer que son essence était la tentative flagrante de remettre en question le droit de Cuba à la libre détermination et à l'indépendance nationale.

Le prétexte le plus récent, répété mardi dernier à New York par le président des Etats-Unis Donald Trump, a été que Cuba était responsable de l'échec du plan visant à renverser le gouvernement bolivarien du Venezuela, a poursuivi M. Rodriguez Parrilla.

Dans le cadre de son obsession anticubaine, l'administration américaine actuelle, à l'instar du Brésil, s'attaque aux programmes de coopération médicale internationaux que Cuba partage avec des dizaines de pays en développement et qui sont conçus pour aider les communautés les plus démunies, a-t-il déclaré.

Les programmes de coopération médicale internationale bénéficient depuis de nombreuses années de la reconnaissance de la communauté internationale, des Nations Unies et de l'Organisation mondiale de la santé, qui en font le meilleur exemple de la coopération Sud-Sud, a souligné le ministre cubain.

«Les relations bilatérales entre Cuba et le Venezuela reposent sur le respect mutuel et une solidarité véritable», a-t-il dit. «Nous soutenons, sans la moindre hésitation, le gouvernement légitime dirigé par le camarade Nicolas Maduro Moros et l'unité civique et militaire du peuple bolivarien et chaviste», a souligné le chef de la diplomatie cubaine.

«Le comportement de l'administration américaine actuelle et sa stratégie de domination militaire et nucléaire constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales», a-t-il conclu. **B. R.**

frontière.

Plusieurs associations de défense des migrants avaient déposé un recours, estimant que la mesure violait notamment le 5e amendement de la Constitution, qui protège les droits juridiques. Dans sa décision rendue vendredi soir, la juge fédérale Ketanji Brown Jackson, siégeant à Washington, a dénoncé une mesure «arbitraire» qui ferait subir aux migrants «un préjudice irréparable».

«L'administration Trump voulait expulser autant de citoyens étrangers que possible en utilisant une procédure aux lacunes profondes et qui met les étrangers, y compris les deman-

deurs d'asile, sous le coup d'une expulsion injuste», a commenté Trina Realmuto, avocate de l'American Immigration Council (AIC), l'une des associations plaignantes. Selon l'AIC, certains clandestins susceptibles d'être éligibles à une exemption d'expulsion en raison des risques pour leur sécurité dans leur pays, seraient privés de plaider leur cause devant un tribunal.

Le ministère de la Justice a dénoncé un «abus d'autorité» de la magistrate et une décision «en conflit direct» avec l'autorité donnée par le Congrès au ministère de la Sécurité intérieure «d'agir avec rapidité pour

expulser du pays les étrangers qui n'ont pas le droit d'y résider».

Les Etats-Unis sont confrontés depuis plus d'un an à une crise migratoire à leur frontière avec le Mexique. Plusieurs dizaines milliers de personnes originaires d'Amérique centrale franchissent clandestinement chaque mois la frontière.

Vendredi également, une juge fédérale de Californie a bloqué une tentative du gouvernement de revenir sur un accord qui l'empêchait de détenir indéfiniment des enfants résidant clandestinement sur le territoire. **H. F.**

Indonésie

Premier anniversaire du séisme et du tsunami de Palu

L'Indonésie a marqué samedi le premier anniversaire du séisme et du tsunami qui avaient entraîné la mort de plus de 4.000 personnes dans la région de Palu, sur l'île des Célèbes.

Plusieurs milliers de personnes ont participé samedi soir à Palu à une prière collective à la mémoire des victimes du tremblement de terre de magnitude 7,5, qui avait été suivi d'un raz-de-marée dévastateur.

Environ 4.300 personnes ont été comptabilisées comme décédées ou portées disparues. Près de 60.000 autres vivent toujours dans des abris de fortune, leur domicile n'ayant pas été reconstruit, selon la Croix-Rouge.

Au moment du séisme, des quartiers entiers se sont littéralement enfoncés dans la terre en raison des secousses telluriques, un processus connu sous le nom de liquéfaction.

Elsa Lawira, dont le fils de sept ans a

péri dans la catastrophe, se trouvait parmi les 3.000 personnes qui se sont rassemblées pour la veillée de prières dans le district de Balaroa, le secteur le plus lourdement touché de l'agglomération de Palu qui avait été dévastée par le séisme.

«L'année qui vient de s'écouler a été traumatisante», a-t-elle confié à l'AFP en sanglotant. Une ancienne habitante de Balaroa, Lusiana, a perdu sa mère, son père et un frère dans la catastrophe. Depuis un an son «existence est complètement vide», selon son témoignage.

La catastrophe a également détruit des bateaux de pêche, des magasins et des systèmes d'irrigation, privant nombre d'habitants de leurs moyens de subsistance.

«Je vis dans cette tente depuis le séisme», confie Ela, mère de quatre enfants.

«C'est vraiment difficile. Mes enfants tombent malades. Il fait souvent très chaud. Et parfois, après la pluie, nous devons dormir sur un sol mouillé», poursuit-elle. «Le

père des enfants travaille mais nous ne pouvons pas nous permettre d'acheter un matelas.»

Nani, qui a elle aussi quatre enfants, a aussi perdu sa maison: «J'ignore si on va me donner un domicile permanent.»

Dans toute la zone, des centaines d'écoles n'ont toujours pas été réparées.

Beaucoup «sont tellement endommagées qu'il est trop dangereux d'y entrer, ce qui fait que les enfants doivent aller à tour de rôle dans des salles de classe temporaires qui ne sont pas suffisamment grandes pour accueillir tout le monde en même temps», a indiqué l'organisation Save the Children.

L'Indonésie, archipel de 17.000 îles et îlots qui s'est formé par la convergence de trois grandes plaques tectoniques (indonésienne, australienne, eurasiennne), se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, zone de forte activité sismique. **AFP**

Thaïlande

17 élèves tués dans un accident de la circulation

Dix-sept élèves d'un collège de la ville de Samut Prakan (centre de la Thaïlande) ont trouvé la mort dimanche, dans un accident de la circulation, ont rapporté des médias, citant les autorités locales. Les élèves d'un collège technique se trouvaient à bord d'un pick-up qui les ramenait d'une fête de fin de stage. Le véhicule qui roulait à vive allure a dérapé et s'est

renversé en faisant des tonneaux sur le bas-côté de la chaussée. Selon les secouristes, 12 élèves qui se trouvaient à l'arrière du pick-up ont été projetés au sol et tués sur le coup, tandis que cinq autres se trouvant à l'intérieur de la cabine ont été grièvement blessés. Evacués dans un état critique, les cinq victimes ont tous succombé à leurs blessures à l'hôpital, portant

le bilan à 17 morts, précise-t-on de même source.

Des témoins oculaires ont déclaré que le véhicule, qui roulait à tombeau ouvert vers 01H00 du matin, a pris un virage à grande vitesse avant de dérapé et se renverser en faisant plusieurs tonneaux. **H. F.**

Salle du cinéma "Dounyazed" de la ville de Saida

Lancement du festival national de la littérature et cinéma féminins

Le festival national de la littérature et du cinéma féminins s'est ouvert samedi soir à la salle du cinéma "Dounyazed" de la ville de Saida avec la participation d'artistes, cinéastes et romancières.



Le wali de Saida, Louh Seif El Islam a donné le coup d'envoi de la 3e édition de cette manifestation culturelle organisée par le commissariat du festival national de littérature et cinéma féminins.

La première journée de ce festival a été marquée par la signature, entre la direction de la culture de Saida et l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), d'une

convention pour la gestion et l'exploitation de la salle du cinéma Dounyazed pour la projection de films mondiaux et nationaux récents.

Le Directeur général de l'ONCI, Mourad Ouadahi a souligné, en marge du lancement de ce festival, qu'en vertu de cette convention, la salle du cinéma Dounyazed est placée sous la tutelle de l'ONCI, ajoutant que les nouvelles œuvres cinématographiques mondiales et nationales seront projetées dans

cette salle.

La salle abritera d'autres activités culturelles dont des soirées musicales, des ateliers de théâtre et des activités pour enfants dans le cadre du programme élaboré par l'ONCI, a indiqué le même responsable.

L'ouverture du festival a été également marquée par une rencontre littéraire avec le romancier Yasmina Khadra et le coup d'envoi d'une session de formation sur les techniques

du son au profit de 20 jeunes, encadrée par le cinéaste Salim Hamdi.

La session de formation de quatre jours vise à enseigner à ces jeunes les règles de base du son qui est un facteur important dans le domaine cinématographique, a souligné M Hamdi.

Le programme de cette manifestation culturelle comporte la projection de 11 films dont «Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh, plusieurs fois primé lors de festivals internationaux, «Les bienheureux» de Sofia Djama, prix de la meilleure réalisation au festival de Dubaï (2017), «Reconnaissance» de Salim Hamdi, le fleuve de Londres, «Le flic de Belleville» de Rachid Bouchareb.

Une rencontre littéraire est prévue avec l'auteure Djamilia Talbaoui et deux récitals poétiques des poétesses Zineb Laouedj et Rabéa Djalti, de même qu'une représentation théâtrale dans le cadre du théâtre de la rue, intitulé «Ennadji» avec les artistes Massilia Ait Ali et Nazem Heladja. Organisé par le ministère de la Culture, le festival prévoit également un atelier de formation en mise en scène au profit des jeunes cinéphiles, indiquent les organisateurs. Au terme de ce festival national, un prix du public sera dédié à la meilleure projection de films participants.

R. K.

Théâtre régional de Tizi-Ouzou

Lancement prochain de deux nouvelles pièces pour adultes

Deux nouvelles productions théâtrales pour adultes seront prochainement lancées par le théâtre régional Kateb Yacine de Tizi-Ouzou, a indiqué samedi le directeur de cet établissement culturel, Farid Mahiout.

La première production, texte de Mohamed Mouhoubi intitulé «Anag wis sevaa» (l'étage N. 7) sera montée en langue Tamazight. La scène se déroule principalement dans un ascenseur et parle de la désinformation des médias. L'ascenseur qui devait faire monter des personnes, au septième étage, où se trouve le bureau du juge, s'arrête avant d'attendre cet étage à cause d'une panne d'électricité, a-t-il expliqué.

Il s'agit d'une pièce tragi-comique dont la réalisation a été confiée au jeune metteur en scène Hadbi Massinissa qui a déjà produit pour le théâtre Kateb Yacine la pièce «Emmeth ihi!» (Meurt alors!) en 2017. Il est diplômé de l'Institut supérieur des métiers d'art du spectacle et de l'audiovisuel de Bordj El Kifan et compte plusieurs prix à son actif.

Elle sera jouée par sept comédiens (six

hommes et une femme) dont les personnages principaux sont un banquier, un policier, un juge, un voleur et un journaliste. Des histoires et des actes s'enchaînent et se croisent dans l'ascenseur en panne.

Pour les besoins de cette production, dont la générale est prévue pour mi-novembre prochain, un casting a été organisé samedi, par la direction du théâtre et a attiré un nombre important de comédiens désireux de décrocher un rôle.

A propos du choix des comédiens Hadbi Massinissa a expliqué qu'il se fera au feeling. «Je ne veux pas faire un casting de profil ni prendre des comédiens qui cherchent juste un emploi. Je recherche des comédiens qui verront ce projet comme une expérience de vie et qui vont aimer la pièce et le rôle qu'ils vont jouer c'est ce qui va donner de l'âme et de la profondeur à la pièce», a-t-il dit.

La deuxième production est intitulée «Essafqa» (la transaction), texte de Mahi

Ben Amara. Il s'agit aussi d'une tragi-comédie qui sera montée en arabe par Ben Hassine Haider, un metteur en scène prolifique, qui a adapté au théâtre plusieurs textes dont «La grotte éclatée» de Yamina Mechakra. Le casting de cette deuxième production aura lieu cette semaine aussi, a indiqué M. Mahiout.

«Essafqa» s'intéresse à la situation des artistes à travers quatre personnages principaux qui sont un peintre de renom, un grand musicien, un sculpteur et un écrivain qui vivent en colocation dans un vieux taudis de trois chambres et qui souffrent de la pauvreté. L'un d'entre eux décide alors d'entamer une grève de la faim dans l'espoir d'améliorer sa situation.

La direction du théâtre compte participer avec la production «Anag wis sevaa» au Festival culturel national du théâtre amazigh de Batna et avec «Essafqa» au Festival national du théâtre professionnel (Alger), a indiqué M. Mahiout.

M. R.

Pour les faire connaître au grand public

Portes ouvertes sur les Instituts de musique, de danse et de théâtre

Des journées portes ouvertes ont été organisées, samedi à Alger, sur plusieurs Instituts de musique, de danse et de théâtre relevant de l'Etablissement Art et Culture de la wilaya d'Alger.

Organisées au théâtre de plein air Sid Ali Kouiret de la promenade des Sablettes, ces journées portes ouvertes visent «à faire connaître» ces Instituts auprès du grand public, afin de «les rapprocher davantage des personnes intéressées», a indiqué le chargé de la communication à l'établissement Art et Culture, Mouad Aktouf, précisant que les inscriptions se poursuivent jusqu'au 30 septembre.

Parmi les instituts concernés, le Conservatoire de musique d'El Biar, l'école de musique «Cheikh Abdelkrim Dali» de Kouba, le Conservatoire de musique «Amar Ezzahi» de la Casbah spécialisée dans l'enseignement de la musique, entre autres spécialités comme la danse et le théâtre. Encadrées par des professionnels, ces structures prodiguent un enseignement à un prix «symbolique», toutes tranches d'âge confondues, à partir de l'âge de 7 ans quel que soit le niveau scolaire.

L. O.

Exposition de peinture

Sneak dévoile ses nouvelles peintures à Alger

Une exposition d'une trentaine de nouveaux tableaux, réalisés en résidence par le peintre Amine Aïtouche, alias Sneak, a été inaugurée samedi à Alger.

Intitulée «Inversion», l'exposition réunit 26 tableaux inédits, réalisés en résidence à Villa «Dar Abdeltif» qui abrite jusqu'au 10 octobre prochain cette manifestation picturale. L'artiste a illustré l'inversion de l'obscur au clair à travers six toiles

au teint sombre, en optant pour des tech-

niques de peinture mixte comme l'acrylique et l'huile. Le choix de supports «obéit à la thématique et à la texture», a expliqué Sneak lors du vernissage, disant qu'il peint sur des supports variés comme le bois, le plâtre et la toile.

Dans l'autre partie de l'exposition, l'artiste illustre la lumière - inversion de l'obscur, à travers des textures, formes géométriques, mouvements, lumière et éclaboussement de couleurs.

Sneak, pour qui la connaissance des choses passe par l'expérimentation, fait référence dans ses toiles à la terre, l'enfer, le feu, l'eau et tous les éléments de l'univers. Il laisse transparaître également des aspects de l'histoire et de la culture universelle à travers des symboles astrologiques et signes calligraphiques. Calligraphe et designer, Amine Aïtouche est diplômé de l'Ecole des Beaux-arts d'Alger.

Sneak qui se définit comme un artiste

urbain, a multiplié ses actions dans les rues de la capitale notamment à la Casbah où il a réalisé une fresque.

En 2015, il expose pour la première fois au Musée Bardo d'Alger à travers une installation murale avant de dévoiler ses peintures notamment dans les galeries de la capitale et Oran. A l'étranger, Sneak a pris part en 2016 à une exposition collective à Paris qui a réuni plus de 70 artistes.

Reda A.

PAROLES DE FEMMES

«Tout homme, qui craint la mort, n'est capable de rien de grand.»

Christine de Suède



FEMMES

Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

«Dans ce moment de panique, je n'ai peur que de ceux qui ont peur.»

Victor Hugo

ACTU-FEMMES

OPHÉLIE WINTER, FÂCHÉE AVEC SA MÈRE ET SON FRÈRE POUR UNE HISTOIRE D'ARGENT

Quand on croit toucher le fond, on réalise parfois qu'il y a encore plus profond. C'est malheureusement ce que doit se dire aujourd'hui Ophélie Winter, 45 ans, qui, après avoir connu le succès il y a 20 ans, où sa blondeur solaire, ses décolletés indécents, ses talents d'animatrice (le Hit Machine sur M6 au milieu des années 1990), de chanteuse (Dieu m'a donné la foi, n°1 au Top 50 et un million de singles écoulés), ou d'actrice (chez Claude Lelouch, Jérôme Cornuau ou Gilles Paquet-Brenner) faisaient merveille, connaît aujourd'hui le revers de la médaille : l'anonymat et la misère.



Après une aventure amoureuse à Dubaï avec un riche Néerlandais qui se serait mal terminée, Ophélie est revenue en France sans savoir où elle dormirait. Après avoir dépensé le peu qu'il lui restait pour quelques nuits à l'hôtel, elle dormirait depuis quelques

jours dans sa voiture, une petite Smart, dans les rues de Paris. Mais à l'instar du bonheur, un malheur n'arrive jamais seul, et nous avons appris aujourd'hui que la jeune femme était introuvable (alors que la police est à sa recherche suite à des menaces de mort qu'elle aurait reçues), et que sa voiture a été emmenée à la fourrière. Elle se retrouve donc littérale-

ment à la rue.

Et pour l'aider, personne ne se précipite vraiment au portillon. Si Cyril Hanouna tente de l'aider via des appels à l'aide dans son émission TPMP, que Michel Polnareff a voulu la secourir en vain, et que la chanteuse Laam lui a tendu la main, la famille d'Ophélie reste muette, embrouillée depuis des mois avec elle, et, que ce soit sa mère Catherine Fefeu ou son frère Mickaël Winter (dont la carrière va très bien pour le coup), personne n'a plus de nouvelles d'elle depuis des mois. L'origine de cette embrouille familiale ? L'argent, évidemment, comme le rapporte aujourd'hui le magazine Closer, en kiosque le vendredi 27 septembre.

Selon l'hebdomadaire, si Ophélie Winter refuse de demander de l'aide à ses proches, c'est parce que la chanteuse est très gravement brouillée avec sa mère et son frère depuis le mois d'avril dernier. Mise en garde par ces derniers concernant un investissement hasardeux qu'Ophélie s'appropriait à faire avec un homme d'affaires suspect, l'ancienne star des années 1990 n'aurait pas du tout apprécié que ses proches lui donnent leurs avis et elle aurait tout simplement décidé de couper les ponts avec eux, il y a presque six mois. Quand ils ont appris sa récente et dramatique situation, ils auraient essayé d'entrer en contact avec elle, amis elle aurait filtré leurs appels, répétant à qui voulait l'entendre : « Je veux faire les choses par moi-même ».

L'entêtement a du bon parfois, mais dans une situation aussi dramatique, Ophélie ne devrait-elle pas mettre sa fierté de côté, histoire de retrouver une certaine dignité ?

BEAUTÉ

LES BONS GESTES ANTICELLULITE



MOUVEMENTS CIRCULAIRES ET AUTRES PALPÉS-ROULÉS

- Massez-vous les jambes du bas vers le haut en exerçant de petites pressions afin de stimuler le retour veineux,
- Massez-vous le ventre dans le sens des aiguilles d'une montre avec la paume de la main en pratiquant des mouvements circulaires larges, mais soutenus,
- Massez-vous sur les fesses et hanches

toniquement et pratiquez sur les zones à cellulite le palpé-roulé. Ce mouvement pratiqué en institut de beauté pétrit la graisse et en éclate les cellules. Pincez la peau entre le pouce et l'index et faite la rouler sous vos doigts en remontant des cuisses jusqu'aux hanches.

DIVERSIFIEZ VOTRE ALIMENTATION

- Diminuez votre consommation de sucres et de graisses. L'organisme les élimine difficilement,
- Diminuez votre consommation d'aliments riches en lipides (le beurre et la viande rouge) ou en glucides (bonbons et gâteaux),
- Consommez des protéines (poissons et œufs), des légumes verts et des fibres végétales, qui facilitent la digestion,
- Buvez beaucoup d'eau (1,5 litre par jour), de tisane et des bouillons de légumes.

FAITES DU SPORT

- Privilégiez les activités sportives qui sollicitent le corps tout entier (natation...)

BON À SAVOIR

SOURIRE AVEC SON VENTRE !

Pour se détendre, les Orientaux ont une pratique originaire du sourire. «Le visage comporte une quarantaine de muscles qui sont reliés, via les organes des sens, à d'autres systèmes organiques.»

■ Les yeux sont par exemple «raccordés» au foie. «Souriez des yeux et concentrez-vous sur votre foie. Inspirez par le ventre et détendez ce siège de la colère. En plaçant votre main droite à cheval sur la dernière côte droite, vous sentirez réagir et glouglouter».

■ Votre sourire va s'étendre aux ailes du nez, concentrez-vous alors sur vos poumons, siège du courage. Respirez bien avec le ventre et soufflez. Vous ressentirez la détente profonde des poumons, leur capacité à se remplir d'air. Car, angoissé, on oublie souvent de respirer profondément. «Sortez ce que vous n'aimez pas et refaites l'exercice plusieurs fois par jour.»

■ Souriez enfin largement et concentrez-vous sur la rate et le pancréas, à gauche en dessous des

côtes, siège des soucis.

■ «Puis souriez jusqu'aux oreilles», «raccordez» aux reins, sites de la peur.

«Pour les apaiser, imaginez-les logés à la taille, dans le dos, au besoin, massez-les avec les doigts des deux mains. Enfin, relâchez la langue et concentrez-vous sur la détente du cœur, siège de l'impatience et de la jalousie. Vous serez étonnée de vous sentir plus recentrée et plus détendue.»

BIEN-ÊTRE

5 HUILES ESSENTIELLES POUR RESTER ZEN

La lavande

Le parfum de lavande est un bon remède contre l'anxiété. Appliquez quelques gouttes d'huile essentielle de lavande sur le plexus solaire pour bien vous détendre. Vous pouvez ajouter un peu d'huile essentielle de basilic pour intensifier le tout car le basilic a des propriétés relaxantes également.

Le romarin

Cette plante a la capacité de chasser les idées négatives de votre esprit. Quelques gouttes d'huile essentielle de romarin sous les oreilles et vous aurez soudainement l'impression de souffler et de respirer au grand air.

La camomille romaine

C'est un anti-stress majeur. L'huile essentielle de camomille est à appliquer sur la région du torse avant ou après un événement stressant.

La mandarine

L'huile essentielle de mandarine est très efficace contre les angoisses et l'insomnie. Son odeur vous calme rapidement. Vous pouvez en appliquer à la naissance du cou pour un effet



immédiat.

L'ylang-ylang

Originnaire de l'Asie du Sud-est, l'ylang-ylang est un arbre dont on utilise uniquement les fleurs en aromathérapie. L'huile essentielle d'ylang-ylang est un anxiolytique et un antidépresseur qui

a fait ses preuves. Vous pouvez en mettre quelques gouttes sur le plexus solaire pour vous détendre mais aussi l'utiliser en diffusion dans un brûleur. Autre possibilité : mettre quelques gouttes d'huile essentielle dans votre bain pour une détente complète.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS



Ligue 2 (6e journée)

Le WA Tlemcen nouveau leader

Le WA Tlemcen s'est emparé seul des commandes de la Ligue 2 algérienne de football, en ramenant une précieuse victoire (2-0) de son déplacement chez l'ancien leader, l'Olympique de Médéa, en match disputé samedi, pour le compte de la sixième journée, ayant vu le nouveau promu OM Arzew aller s'imposer chez l'USM Annaba (0-1). L'attaquant Lahouari Touil avait mis les visiteurs sur orbite, en ouvrant le score dès la 29e minute, et c'est le jeune Houssein-Eddine Ouassini qui a crucifié l'OM, en doublant la mise dans le temps additionnel de la rencontre (90'+3). Un précieux succès en déplacement, qui propulse les Bleu et Blanc seuls en tête, avec 13 points, au moment où l'OM rétrograde à la deuxième place, avec 12 unités au compteur. De son côté, la JSM Skikda s'est remise à Hakim Khoudi et Khalil Khennab, auteur des deux buts de la rencontre, respectivement aux 43e et 70e, pour dominer l'Amel Boussaâda et se hisser par la même occasion à la 5e place du classement général avec 11 points, au moment où l'ABS reste premier relégué (14e), avec seulement trois unités au compteur. Malgré le poids de l'âge, Cheikh Hamidi (36 ans) reste «Le sauveur» du MC

Saïda, puisque c'est lui qui a une nouvelle fois débloquent la situation, sur penalty à la 65e, offrant ainsi un important succès à son équipe contre l'ASM Oran (1-0). Pour sa part, le nouveau promu OM Arzew a frappé un grand coup en allant s'imposer chez l'USM Annaba, grâce à un but unique, signé du défenseur Mahdi Messaoudène à la 23e minute, alors que dans le choc MO Béjaïa - MC El Eulma, les Crabes ont fait la différence d'entrée, grâce à un but précoce de Djamel Rabti, inscrit dès la deuxième minute de jeu. Sur sa lancée, le DRB Tadjenanet a dominé le RC Arbaâ (2-0), grâce à Chetab (39') et Sahbi (90'+3), alors que l'AS Khroub a éprouvé un peu plus de difficultés pour venir à bout du RC Relizane, car il s'est petitement imposé (1-0), grâce à Kabri (56'). Cette sixième journée se clôturera avec le déroulement du choc des mal classés entre l'USM El Harrach et la JSM Béjaïa, reporté à une date ultérieure faute d'un terrain pour l'abriter.

Résultats partiels et classement :

OM- WAT	0-2
JSMS-ABS	2-0
MCS- ASMO	1-0
USMA - OMA	0-1
MOB- MCEE	1-0
ASK-RCR	1-0
DRBT- RCA	2-0

Reporté à une date ultérieure :

USM H- JSMB

	Pts	J
1). WA Tlemcen	13	6
2). O. Médéa	12	6
—). DRB Tadjenanet	12	6
—). AS Khroub	12	6
5). JSM Skikda	11	6
6). RC Relizane	10	6
7). RC Arbaâ	9	6
—). MC Saïda	9	6
—). OM Arzew	9	6
—). MO Béjaïa	9	6
11). ASM Oran	8	6
12). MC El Eulma	5	6
13). USM Annaba	4	6
14). A. Boussaâda	3	6
15). JSM Béjaïa	2	5
16). USM El Harrach	1	5

Ligue 1 algérienne (6e journée)

Le CSC et l'ESS respirent



Le CS Constantine et l'Entente de Sétif se sont relancés dans le championnat de Ligue 1 après avoir décroché des victoires lors des matchs disputés à domicile respectivement face au Nasr d'Hussein-Dey et l'US Biskra. Après des débuts difficiles en championnat, les Sanafirs se retrouvent désormais au pied du podium, après précieuse victoire contre les Sang et Or (1-0), remportée samedi soir au stade Chadid Hamlaoui, pour le compte la sixième journée de Ligue 1. C'est l'attaquant international Mahdi Abid qui a inscrit ce but à la 79e, propulsant son équipe par la même occasion à la quatrième place du classement général, avec huit points, au moment où le NAHD reste scotché à la 11e place, avec

seulement six unités au compteur. Même scénario pour l'Entente de Sétif, qui après des débuts laborieux commence à sortir peu à peu de sa situation difficile, avec sa dernière victoire contre le nouveau promu, l'US Biskra, qui le propulse au milieu du tableau, avec sept points, au moment où son adversaire du jour reste scotché à la 11e place, qu'il partage ex-æquo avec le NAHD. De leur côté, l'AS Aïn M'illa et le NC Magra s'étaient neutralisés (1-1) un peu plus tôt dans l'après-midi, et ce sont les visiteurs qui ont réalisé une bonne affaire, car ils avaient commencé par être menés au score avant de revenir. En effet, c'est l'ASAM qui a ouvert la marque par Abderezzak Bitam à la 53e, avant que l'abnégation des visiteurs ne porte

ses fruits à la 85e, avec l'égalisation de Sami Demigha. Les Milis réalisent donc la mauvaise affaire de la journée. Cette sixième journée a été amputé de cinq dernières rencontres inscrites à son programme, à savoir : MC Alger - CA Bordj Bou Arréridj, JS Saoura - MC Oran, USM Alger - Paradou AC, USM Bel-Abbès - JS Kabylie et CR Belouizdad - ASO Chlef, en raison de la participation des clubs algériens aux différentes compétitions africaines.

Imad M.

Résultats partiels :

ASAM- NCM	1-1
CSC- NAHD	1-0
ESS- USB	2-0

Angleterre

Mahrez s'impose avec le City face à Everton

Quand Mahrez joue d'entrée avec Manchester City cette saison, les Cityzens gagnent toujours !

C'est une statistique qui démontre tout l'impact de l'international algérien dans le jeu des « Sky- Blues » 2019/2020.

Le numéro 26 de City a été titularisé à quatre reprises en championnat par son manager Pepe Guardiola et à chaque fois, le natif de Sarcelles épate dans le jeu manucien en marquant tantôt des buts, en délivrant également de passes décisives ou en participant à l'avant dernière passe.

Mahrez a débuté en EPL à quatre reprises comme titulaire avec City et à chaque fois Manchester City sort vainqueur de son match. C'était face respectivement à West Ham (5-0), Brighton (4-0), Watford (8-0) et enfin hier contre Everton en déplacement (3-1), alors que son équipes a perdu 4 points contre Tottenham et Norwich quand il était sur le banc.

Il faut ajouter aussi le premier match de la ligue des champions face à Shakhtar (3-0) où Mahrez avait débuté le match. Pour dire que l'ailier droit de City a passé un cap cette saison

avec son équipe et se positionne désormais comme un élément très important dans l'échiquier de Pepe Guardiola.

Mahrez qui a enchaîné pour la première fois deux titularisations en quatre jours avec son équipe en championnat (Watford et Everton) semble retrouver la confiance de son coach.

Pour rappel, Riyad Mahrez et depuis son engagement avec Manchester City la saison dernière à inscrit sept buts et a délivré 10 passes décisives en 17 titularisations en Premier League seulement.

Islam Slimani

"J'aurais aimé trois buts et une passe décisive"

L'attaquant algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, s'est exprimé au sujet de la victoire (4-1) des Monégasques face à Brest du milieu de terrain algérien, Haris Belkebla, lors de la huitième journée de la Ligue 1 dans une déclaration en zone mixte.

L'avant-centre algérien a déclaré : «J'aurais aimé inscrire trois buts et offrir une passe décisive (rire, ndlr). Je pense que toute l'équipe a fait un bon match. On est bien rentré dans cette rencontre. On a géré, à la fin il y a (4-1) et on est content.». Le champion

d'Afrique algérien est en train de réaliser un très bon début de saison dans nouveau championnat. Il a signé une année en prêt lors du mercato d'été. L'ancien du CR Belouizdad a inscrit quatre buts et il a offert quatre passes décisives en seulement cinq rencontres.

Championnat d'Afrique 2019 de Power lifting

Participation du champion du monde Boughalem

Le sextuple champion du monde de powerlifting Ilyes Boughalem prendra part aux championnats d'Afrique de la discipline prévus du 1 au 6 octobre prochain en Afrique du sud, a-t-on appris samedi de l'intéressé. Le détenteur du record du monde «Développé-couché» (Bench press) lors des derniers mondiaux de

Stockholm, Ilyes Boughalem a indiqué qu'il est en pleine préparation avec le club sportif amateur d'haltérophilie de Souk Ahras en vue de ce rendez-vous africain auquel prendra part plus de 15 pays soulignant qu'il sort tout juste d'un stage bloqué d'une semaine avec la sélection nationale d'haltérophilie. L'athlète algérien par

ailleurs évoqué toute sa détermination à aller chercher un septième titre continental, lui qui reste sur une impressionnante série de 6 titres africains et mondiaux d'affilée. La référence mondiale du «développé-couché» (Bench press) a également souligné l'importance de prendre en charge les jeunes athlètes se disant volontaire

pour former les champions en devenir. De son côté, le président le club sportif amateur d'haltérophilie de Souk Ahras, Reda Bahi a indiqué qu'outre Ilyes Boughalem, deux autres enfants de la ville, Fatah Toubal et Zohra Tatar vont représenter l'Algérie lors des prochains championnats d'Afrique.

Arabie Saoudite

Un garde du corps du roi Salmane abattu lors d'une dispute

Le général Abdel Aziz al-Faghm, garde du corps personnel du roi Salmane d'Arabie Saoudite, a été tué lors d'une dispute à Jeddah, a rapporté hier, l'agence de presse officielle SPA. Un communiqué de la police de La Mecque a précisé que l'incident s'était produit samedi soir alors que le défunt rendait visite à un de ses amis à Djeddah. Après une vive dispute, le meurtrier a quitté la maison, avant de revenir avec une arme à feu et de tirer, blessant ainsi son frère, la victime et un employé philippin, selon le porte-parole. M. Faghm a succombé à ses blessures à l'hôpital, tandis que le meurtrier a été abattu par la police au cours d'un échange de feu qui a également blessé cinq policiers. Le porte-parole de la police a précisé que les sept blessés se trouvaient dans un état stable, ajoutant que les autorités compétentes continueraient d'enquêter sur cette affaire. M. Faghm avait également été le garde du corps de l'ancien souverain Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud.

R. L.

Egypte

Le militant politique Alaa Abdel Fattah de nouveau en prison

Le militant politique égyptien, Alaa Abdel Fattah, figure de la révolte de 2011 en Egypte, libéré récemment sous contrôle judiciaire, est de nouveau emprisonné, a indiqué hier, sa famille.

«Nous ne savons pas où est Alaa. Le poste de police dit qu'il est probablement au parquet de la sécurité d'Etat», a déclaré sur Twitter, sa soeur Mona Seif, également militante politique.

Abdel Fattah, 37 ans, avait été arrêté en 2013 après avoir manifesté contre une loi rendant quasi impossibles les manifestations en Egypte. Il a été libéré en mars dernier, mais astreint à un strict contrôle judiciaire de cinq ans.

L'activiste avait déjà exprimé en juin dernier ses craintes d'être remis en détention. Surnommé «l'icône de la révolution» de 2011, qui a provoqué la chute du régime d'Hosni Moubarak, Alaa Abdel Fattah avait continué de s'exprimer sur les réseaux sociaux, sous le gouvernement du président Abdel Fattah al-Sissi. L'activiste défendait notamment les droits d'autres anciens détenus. Ces derniers jours, il avait commenté sur Twitter les récentes manifestations contre le président Sissi. Vendredi, des manifestations d'ampleur limitée, ainsi que des rassemblements de soutien au président Sissi, ont eu lieu après une semaine de mobilisation inédite de centaines de personnes contre le pouvoir.

Selon des groupes de défense des droits humains, environ 2 000 personnes ont été interpellées au cours de la semaine dernière. Il s'agit, selon les mêmes sources, de la plus importante de ce genre depuis les événements de 2013 en Egypte.

Parmi les personnes arrêtées figurent d'autres militants politiques, des journalistes, des avocats et des intellectuels.

L. M.



Tamanrasset

Une cache d'armes découverte par l'Armée



Une cache d'armes et de munitions a été découverte samedi près de la bande frontalière sud à Tamanrasset par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 28 septembre 2019, suite à une opération de recherche et de fouille menée près de la bande fron-

tière sud à Tamanrasset/6° RM, une cache d'armes et de munitions contenant deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, quatre roquettes sol-sol de type BM-21, ainsi que deux chargeurs et une quantité de munitions», a précisé la même source.

Dans le même contexte, un détachement de l'ANP a découvert, suite à une opération de recherche et de fouille dans la localité de K'sir Hmimès, dans la commune d'El Aouana (wilaya de Jijel/5° RM), les dépouilles de deux terroristes, qui ont été abattus par les Forces de

l'ANP lors d'opérations précédentes. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Tlemcen/2° RM, deux narcotrafiquants et saisi trois véhicules touristiques chargés de 70 kg de kif traité, tandis qu'une unité des garde-côtes a découvert 30 kg de la même substance à Oran. Dans un autre contexte, un détachement de l'ANP a arrêté, en coordination avec les services des Douanes, un narcotrafiquant en possession de 453 comprimés de psychotropes à In Aménas/4° RM, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 3 270 unités de différentes boissons à M'sila dans la 1^{re} RM. Par ailleurs, des unités de sauvetage et de recherche relevant de nos Forces navales ont réussi à secourir, lors de deux opérations distinctes, 35 candidats à l'émigration clandestine et ce, suite au naufrage de leurs embarcations au large de Boumerdes/1^{re} RM et Oran/2° RM, tandis que des garde-côtes ont déjoué des tentatives d'émigration clandestine de 89 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale à Annaba/5° RM, Aïn Témouchent et Mostaganem/2° RM.

L. M.

ACTU...

Relizane

Collision entre un véhicule et un motocycle, un mort

Une personne a trouvé la mort, samedi soir, dans un accident de la circulation survenu sur le territoire de la commune de Sidi M'hamed Ben Ali (80 km au nord de Relizane), a-t-on appris d'une source hospitalière.

L'accident a eu lieu aux environs de 17h10 au niveau de la RN90 dans la région dite El Aouyalia suite à une collision entre un véhicule touristique et un motocycle, a ajouté la même source.

Le motocycliste, un jeune de 30 ans est décédé sur le coup avant d'être transféré par les services de la Protection civile vers la morgue de l'établissement public hospitalier Ahmed Ben Hedchi à Mazouna. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour élucider les circonstances de cet accident.

R. K.

El Oued

Un enfant meurt électrocuté et un autre blessé

Un enfant de 12 ans a perdu la vie par électrocution et un autre (11 ans) a été grièvement blessé dans une cabine de transformateur électrique au niveau du quartier Rimel dans la ville d'El Oued, a-t-on appris samedi auprès de la Protection civile.

Le drame est survenu lorsque les deux enfants s'étaient introduits, pour des raisons inconnues, dans la cabine du transformateur électrique relevant de l'entreprise Sonelgaz, a-t-on indiqué de même source.

Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'établissement public hospitalier Benamar Djilani, alors que le blessé a été évacué aux services des urgences de la même structure hospitalière. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes du drame.

Y. L.

Tunisie

D'importants progrès dans la lutte contre le terrorisme

Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, a affirmé lors d'un entretien avec le chef du Bureau du contre-terrorisme de l'ONU, Vladimir Voronkov, que la Tunisie a fait d'importants progrès dans la lutte contre le terrorisme, et entend poursuivre ses efforts, a rapporté samedi, l'agence TAP.

Selon un communiqué publié samedi par le ministère des Affaires étrangères, relayé par la TAP, M. Jhinaoui a souligné que pendant la période de son mandat au Conseil de sécurité, la Tunisie «attacherait une grande importance à cette question», appelant à une intensification de la coopération et des consultations avec les organes compétents

de l'ONU dans la lutte contre le terrorisme.

Pour sa part, le Sous-secrétaire général du Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme, a félicité la Tunisie pour son élection au Conseil de sécurité pour la période 2020-2021, réaffirmant sa volonté de renforcer la coopération commune dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

D'autre part, le chef de la diplomatie tunisienne s'est également entretenu avec la Directrice exécutive de la Direction du Comité contre le terrorisme, Michèle Coninx, rappelant à l'occasion, que la Tunisie placerait en tête de ses priorités, la lutte contre le terrorisme lors de son mandat comme membre non

permanents au Conseil de sécurité. De son côté, la Directrice exécutive a mis en valeur le niveau de coopération bilatérale entre la Tunisie et les Nations unies, rappelant sa visite en Tunisie en juillet 2019, où elle avait pris connaissance des réalisations de la Tunisie dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le blanchiment d'argent et des perspectives de coopération.

Elle a également salué la volonté de la Tunisie d'intensifier sa coopération dans le domaine de la sécurité, notamment par le biais de l'initiative «7 plus 7», qu'elle considère comme un exemple positif dans ce domaine.

K. M.